

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001581]

13 DECEMBRE 2023. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, relatif à la gouvernance du secteur de l'eau et à l'adaptation des régimes juridiques de la S.W.D.E. et de la S.P.G.E. au Code des sociétés et des associations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications relatives à la S.P.G.E.*

Article 1^{er}. Dans l'article D.331 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Il est institué une société qui porte la dénomination de « Société publique de gestion de l'eau », en abrégé « S.P.G.E. ».

Le Code des sociétés et des associations est applicable à la S.P.G.E., sans préjudice des dispositions de la présente section et pour autant que le présent CHAPITRE n'y déroge pas en raison du caractère public de la S.P.G.E. La S.P.G.E. est une entreprise au sens du Code de droit économique.

En matière de responsabilité des dirigeants, il est dérogé à l'article 2:56, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations. »;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au paragraphe 3, le mot « société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. »; 4° au paragraphe 4, le mot « Société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. »; 5° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 2. Dans l'article D.332 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « Société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. »;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° d'intervenir dans les opérations qui constituent le cycle de l'eau ainsi que de promouvoir la coordination de ces opérations et la mise en oeuvre de synergies, en ayant la faculté de mettre en oeuvre des plateformes collaboratives sectorielles et des centres de services partagés, tout en recherchant l'optimisation et l'harmonisation des activités du secteur de l'eau en Région wallonne ; »;

2° dans le paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « et sans préjudice de l'article 21 de la loi du 2 avril 1962 » sont abrogés;

b) à l'alinéa 1^{er}, le mot « société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. »;

c) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° réaliser les études nécessaires en vue d'améliorer la gestion du cycle de l'eau en dégageant et promouvant les convergences entre les producteurs, les distributeurs et les organismes d'assainissement; »;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La S.P.G.E. peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, en ce compris la création de filiales, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

Lorsque la S.P.G.E. décide de prendre ou de céder des participations telles qu'à l'alinéa 1^{er}, elle en informe le Ministre-Président du Gouvernement, le Ministre de tutelle ainsi que le Ministre du Budget via envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le Gouvernement dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou s'y opposer.

À défaut, la décision est réputée approuvée. ».

Art. 3. L'article D.333 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.333. § 1^{er}. Le capital souscrit à la constitution de la S.P.G.E. est fixé à 24 789 352,48 euros.

Il peut être augmenté conformément aux conditions déterminées dans les statuts. Le Gouvernement approuve les augmentations de capital.

La S.P.G.E. peut créer différentes catégories d'actions et accorder à une ou plusieurs de ces catégories des dividendes privilégiés. Ces dividendes privilégiés ne peuvent pas être supérieurs à la moyenne journalière annuelle du taux OLO dix ans majoré de deux pour cent.

Elle peut, en outre, créer des parts bénéficiaires souscrites ou non par les fondateurs.

Elle peut, enfin, créer des actions avec ou sans droit de vote.

§ 2. Peuvent être actionnaires de la S.P.G.E. :

1° la Région wallonne;

2° la Société de financement des eaux;

3° les institutions financières agréées par le Gouvernement;

4° les distributeurs d'eau;

5° les organismes d'assainissement agréés.

§ 3. Les actionnaires publics représentent minimum septante-cinq pour cent du capital plus une action.

§ 4. Un droit de préemption est accordé à la Société de financement des eaux. A défaut pour celle-ci d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie, celui-ci est confié à la S.W.D.E. A défaut pour celle-ci d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie sur les actions restantes, celui-ci est confié à la Région wallonne.

§ 5. Toute cession est soumise à la décision du conseil d'administration statuant à l'unanimité des membres présents ou représentés. A défaut d'accord au conseil d'administration, la question est renvoyée devant l'assemblée générale où la décision de cession est prise à la majorité qualifiée de septante-cinq pour cent des actions représentées. En l'absence d'agrément, la cession est interdite.

§ 6. Toute cession réalisée en méconnaissance des paragraphes 4 et 5 est inopposable à la S.P.G.E. et aux tiers.

§ 7. L'actionnaire qui ne satisfait plus aux conditions, visées au paragraphe 2, cède les actions de la S.P.G.E. qu'il détient à un prix fixé à dire d'expert. Ces actions sont proposées aux différents actionnaires publics conformément à l'ordre de préemption prévu au paragraphe 4.

Si l'actionnaire est une personne morale, les actionnaires de celle-ci peuvent toutefois, avant l'exercice du droit de préemption, visé au paragraphe 4, acquérir, par préférence, un pourcentage des actions cédées au maximum équivalant au pourcentage qu'ils détiennent au sein de la S.P.G.E. de par leur participation dans la personne morale actionnaire. ».

Art. 4. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre 1^{er}, Section 1^e, Sous-section 2, du même Code, le « B. Incompatibilités » est remplacé par le « B. Conseil d'administration et comité de direction ».

Art. 5. L'article D.334 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.334. La S.P.G.E. est gérée par un conseil d'administration et un comité de direction.

La qualité de membre du conseil d'administration ou du comité de direction est incompatible avec l'exercice d'une fonction qui est de nature à mettre en cause son indépendance dans l'accomplissement de ses missions au sein de la S.P.G.E. et dans l'exécution du contrat de gestion.

Sans préjudice de mandats spéciaux, la S.P.G.E. est valablement représentée pour tous les actes à l'égard des tiers, y compris en justice, par :

- 1° le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président du conseil d'administration;
- 2° deux administrateurs qui agissent conjointement;
- 3° par un membre du comité de direction agissant individuellement. ».

Art. 6. L'article D.334*bis* du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.334*bis*. § 1^{er}. Sans préjudice des actes que la loi, le décret ou les statuts réservent à l'assemblée générale, le conseil d'administration est compétent pour :

- 1° la définition de la politique générale et de la stratégie de la S.P.G.E., qui comprend :
 - a) l'identification et le suivi des défis stratégiques et des risques associés auxquels la S.P.G.E. est confrontée;
 - b) l'adoption, le suivi et l'actualisation du plan financier de la S.P.G.E.;
 - c) l'adoption et le suivi de la politique financière, à savoir l'autorisation d'emprunter et d'émettre des obligations;
 - d) l'adoption et le suivi, après concertation avec la Région wallonne, des programmes de protection et d'investissements de même que les moyens financiers y afférents;
 - e) la fixation des tarifs des prestations relevant des missions de service public de la S.P.G.E. en dehors des contrats particuliers;
 - f) la fixation du coût-vérité assainissement (CVA) soumise à l'autorisation du Gouvernement wallon;
 - g) le suivi de la coordination des enjeux sectoriels;
- 2° la conclusion du contrat de gestion avec le Gouvernement wallon;
- 3° la conclusion des contrats de service d'épuration et de collecte avec les organismes d'assainissement agréés;
- 4° la surveillance et le contrôle de l'exécution des engagements à l'égard de la Région wallonne prévus par le contrat de gestion, et ce dans les limites des moyens financiers de la S.P.G.E.;
- 5° la surveillance et le contrôle de la gestion opérationnelle assurée par le comité de direction;
- 6° la prise de toute participation telle que visée à l'article D.332, § 4, ainsi que la désignation des représentants de la S.P.G.E. au sein des sociétés, associations et institutions dans lesquelles elle détient une participation et le contrôle de ces représentants;
- 7° la convocation de l'assemblée générale et la fixation de son ordre du jour;
- 8° le suivi et l'arrêt des comptes annuels à présenter, pour approbation, à l'assemblée générale;
- 9° l'établissement de son rapport de gestion ainsi que sa communication conformément au décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'informations;
- 10° l'adoption et la modification de son règlement d'ordre intérieur;
- 11° la proposition à l'assemblée générale d'adoption ou de modification des statuts ou du règlement d'ordre intérieur de celle-ci;
- 12° l'approbation du règlement d'ordre intérieur du comité de direction;
- 13° la conclusion des contrats avec les membres du comité de direction visés à l'article D. 334*ter*, § 4;
- 14° l'adoption des dispositions générales relatives au personnel;
- 15° l'engagement, l'attribution, l'abandon ou la résiliation des marchés publics à caractère stratégique, selon les critères et dans les limites qu'il fixe;
- 16° toute décision à caractère stratégique que le comité de direction décide de lui soumettre ou dont le conseil d'administration se saisit, dont celle pouvant impacter significativement la stabilité ou le développement de la S.P.G.E.;
- 17° les actes que la loi ou le décret réservent expressément au conseil d'administration, sans préjudice du présent chapitre.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, le conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la S.P.G.E. ou sur certaines d'entre elles.

§ 2. Le conseil d'administration est composé de quatorze membres nommés par le Gouvernement pour un mandat de cinq ans et composé comme suit :

1° trois membres sont nommés sur proposition de la Société de financement des eaux;

2° onze membres sont nommés sur proposition du Gouvernement wallon dont quatre sont membres du conseil d'administration de la S.W.D.E. Les onze membres sont nommés en tenant compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Parlement wallon par application du mécanisme défini aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Deux commissaires du Gouvernement assistent aux réunions du conseil d'administration.

§ 3. Sans préjudice des obligations légales et décrétales, ainsi que des statuts, le mandat d'administrateur est incompatible avec :

1° la qualité de membre du comité de direction;

2° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la S.P.G.E.

Si, au cours de son mandat, l'administrateur accepte d'exercer une fonction ou un mandat, visé aux 1° et 2°, son mandat prend fin de plein droit.

§ 4. Parmi les administrateurs qu'il nomme, le Gouvernement désigne un président et un vice-président.

Les statuts arrêtent les règles relatives aux compétences respectives du président et du vice-président.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 5. L'administrateur figurant parmi les quatre membres du conseil d'administration de la S.W.D.E. et qui ne fait plus partie de cet organe est réputé de plein droit démissionnaire et cesse de siéger au sein du conseil d'administration de la S.P.G.E. ».

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article D.334^{ter} rédigé comme suit :

« Art. D.334^{ter}. § 1^{er}. Le comité de direction est chargé de la gestion opérationnelle de la S.P.G.E. qui comprend la gestion journalière au sens du Code des sociétés et des associations, la préparation et l'exécution des décisions du conseil d'administration ainsi que tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la S.P.G.E. qui ne sont pas réservés par la loi ou le décret à l'assemblée générale ou au conseil d'administration.

§ 2. Sauf en cas de conflit d'intérêts, les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil d'administration de sa gestion opérationnelle.

§ 3. Le comité de direction est composé de trois membres au maximum, dont son président. Ce dernier est également le président du comité de direction de la S.W.D.E.

Sous réserve des délégations qu'il donne à ses membres, les délibérations du comité de direction sont collégiales.

Le comité de direction peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus à des membres du personnel conformément aux modalités et aux conditions arrêtées par les statuts.

§ 4. Les membres du comité de direction sont désignés pour une durée de cinq ans.

Si un membre du comité de direction est désigné moins de cinq ans avant l'âge légal de la pension, sa fonction prend fin le jour où il atteint l'âge légal de la pension.

Le Gouvernement peut prolonger sa désignation au-delà de l'âge légal de la pension, sur base d'une demande du membre du comité de direction formulée auprès du conseil d'administration.

La prolongation de sa désignation au-delà de l'âge légal de la pension est d'une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'un an.

Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels des membres du comité de direction, d'une part, et de la S.P.G.E., d'autre part, sont réglés par un contrat entre les parties concernées.

Les membres du comité de direction qui, au moment de leur nomination, se trouvent dans un lien statutaire avec une autre personne de droit public dépendant de la Région sont mis d'office en congé pour mission d'intérêt général pour la durée du mandat.

§ 5. Le Gouvernement désigne les membres du comité de direction au terme de la procédure, visée aux paragraphes 5 à 7.

Le conseil d'administration de la S.P.G.E. soumet pour approbation au Gouvernement :

1° une description de fonction;

2° une note comprenant une définition des missions générales de gestion et des objectifs collectifs et individuels à atteindre tant en matière de gestion que de stratégie;

3° la désignation des membres du jury de sélection qui comprend au maximum deux tiers des membres du même sexe et qui est composée comme suit :

a) le président et le vice-président du conseil d'administration et le président du comité de rémunération;

b) deux experts externes choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne présentant une expérience de dix ans minimum en lien avec le profil de fonction établi et désignés par le Gouvernement. Au moins un de ces deux experts présentera une expérience de dix ans en management ou en ressources humaines;

c) un membre d'une université belge francophone dont le domaine d'expertise est en lien avec la fonction vacante ou les enjeux en matière de management ou de ressources humaines;

d) le cas échéant, le directeur général ou les directeurs généraux de la Direction générale du Service public de Wallonie dont les compétences fonctionnelles sont en lien avec les missions de l'organisme ou de son représentant.

La proposition de jury formulée par le conseil d'administration détermine lequel des membres du jury, visés en b) ou en c), exerce la présidence du jury.

§ 6. Le conseil d'administration lance l'appel à candidature public externe et interne, comprenant au minimum :

1° la description de fonction;

- 2° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;
- 3° les diplômes et expériences requis pour la fonction;
- 4° les modalités d'organisation des épreuves et les critères de sélection retenus;
- 5° les documents que contient, à peine d'irrecevabilité, l'acte de candidature;
- 6° le service auprès duquel la note visée au paragraphe 5, alinéa 2, 2°, et tous les autres renseignements ou documents utiles peuvent être obtenus;
- 7° la rémunération proposée pour le mandat et les modalités de fin de mandat.

§ 7. Le jury de sélection organise les épreuves de sélection lui permettant, à l'aide des critères de sélection visés au paragraphe 6, 4°, de cerner les aptitudes de gestion, d'organisation et la personnalité des candidats.

Sur la base des résultats aux épreuves de sélection, le jury de sélection rédige un rapport écrit et motivé reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories :

- 1° une catégorie apte;
- 2° une catégorie inapte.

Le jury de sélection communique ce rapport au Gouvernement.

Sur la base du rapport du jury, le Gouvernement désigne les membres du comité de direction parmi les candidats jugés aptes par le jury. Il transmet la désignation à la S.P.G.E.

§ 8. Le conseil d'administration de la S.P.G.E. charge son comité de rémunération de soumettre le comité de direction et ses membres à :

- 1° une évaluation annuelle portant sur la réalisation des objectifs fixés pour l'année écoulée;
- 2° une évaluation intermédiaire, intervenant en principe trente mois après sa désignation, et une évaluation finale, intervenant en principe soixante mois après sa désignation, portant toutes les deux sur la mise en oeuvre des compétences reprises dans son descriptif de fonction, la réalisation des objectifs fixés dans le contrat de gestion et des missions générales de gestion et des objectifs à atteindre en tant que comité de direction et en tant que membre du comité de direction, tant en matière de gestion que de stratégie, reprises dans la note visée au paragraphe 5, alinéa 2, 2°.

Le comité de rémunération peut s'entourer de personnalités extérieures dans le cadre de l'évaluation intermédiaire et s'entoure de personnalités extérieures pour l'évaluation finale. Les personnalités extérieures disposent des expériences visées au paragraphe 5, alinéa 2, 3°, b).

Lorsque le Gouvernement juge que la situation ou la réputation de la S.P.G.E. le requiert, il peut d'initiative requérir l'évaluation du ou des membres du comité de direction. Cette évaluation se déroule conformément aux paragraphes 8, 9 et 10. A cette occasion, le conseil d'administration s'entoure de personnalités extérieures, répondant aux conditions, visées au paragraphe 5, alinéa 2, 3°, b). En cas d'évaluation négative, le Gouvernement peut mettre fin à la désignation du ou des membres du comité de direction, sur avis du conseil d'administration.

Les évaluations intermédiaires et finales font l'objet d'un rapport motivé, notifié au comité de direction par envoi recommandé avec accusé de réception. L'évaluation est positive ou négative.

Les statuts de la S.P.G.E. fixent les procédures d'évaluation et leurs modalités.

§ 9. Le comité de direction ou un de ses membres peut introduire, par un envoi recommandé, un recours auprès du conseil d'administration contre son évaluation intermédiaire ou finale négative dans un délai de dix jours à dater de sa réception. A défaut, l'évaluation est définitive.

En cas de recours par le comité de direction ou un de ses membres, ce dernier peut exposer au conseil d'administration les motifs pour lesquels il conteste l'évaluation dans les dix jours de la communication de son recours. Il peut solliciter une audition, à laquelle le conseil d'administration fait droit lorsqu'elle est demandée.

Après avoir pris connaissance des motifs du recours, le conseil d'administration peut modifier l'évaluation. Si, malgré le recours, l'évaluation reste négative, le recours et ses motifs sont inclus dans le rapport d'évaluation.

Le conseil d'administration transmet au Gouvernement sa décision, le rapport d'évaluation, le cas échéant incluant le recours et ses motifs, et peut proposer la fin du mandat d'un ou des membres du comité de direction.

§ 10. Les rapports d'évaluation intermédiaire ou finale définitifs sont communiqués au Gouvernement par le conseil d'administration.

En cas d'évaluation intermédiaire négative, le Gouvernement peut mettre fin anticipativement à la désignation du comité de direction ou d'un de ses membres. Le cas échéant, une nouvelle procédure de désignation du comité de direction ou d'un de ses membres est lancée.

En cas d'évaluation finale négative, la désignation du comité de direction ou un de ses membres prend fin au terme de sa durée déterminée. Une nouvelle procédure de désignation est entamée. Le comité de direction ou l'un de ses membres sortants ayant fait l'objet de l'évaluation finale négative ne peut pas participer à cette nouvelle procédure.

Le comité de direction ou ses membres qui bénéficient d'une évaluation finale positive peuvent être renouvelés par le Gouvernement pour une période de cinq ans sans qu'il soit nécessaire de mettre en oeuvre une nouvelle procédure de désignation.

Le comité de direction ou ses membres qui bénéficient d'une évaluation finale positive au terme de leur première désignation sont renouvelés de plein droit pour une nouvelle durée de cinq ans, sans qu'il soit nécessaire de mettre en oeuvre une nouvelle procédure de désignation.

§ 11. Il est dérogé au Chapitre 1^{er} du Titre 4 du Livre 7 du Code des sociétés et des associations.

Par dérogation aux articles 7:141, § 1^{er}, et 7:172 du Code des sociétés et des associations, le comité de direction est compétent en matière de délivrance de copies et d'extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale.

Par dérogation aux articles 7:28, 7:33, alinéa 1^{er}, 7:34, alinéa 2, et 7:74, alinéas 1^{er} et 2, du Code des sociétés et des associations, le comité de direction est compétent en matière de tenue des registres des titres et de délivrance d'extraits de ces registres. ».

Art. 8. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre 1^{er}, Section 1^e, Sous-Section 2, du même Code, il est inséré une subdivision intitulée « C. Comité de coordination du secteur de l'eau ».

Art. 9. Dans la subdivision C insérée par l'article 8, il est inséré un article D.334^{quater} rédigé comme suit :

« Art. D.334^{quater}. § 1^{er}. Un comité de coordination du secteur de l'eau est institué au sein de la S.P.G.E.

§ 2. Le comité de coordination visé au paragraphe 1^{er} est composé de membres désignés par le conseil d'administration qui disposent chacun d'une voix délibérative. Ces membres sont :

1° des représentants des distributeurs à raison d'un représentant par tranche complète de 100 000 raccordements, avec un maximum de trois représentants par distributeur;

2° un représentant pour chacun des organismes d'assainissement agréés;

3° un représentant d'un distributeur non représenté sur base du 1° ou du 2°.

Les membres du comité de direction de la S.P.G.E. assistent au comité avec voix consultative.

Des experts peuvent être également conviés à assister avec voix consultative aux réunions du comité de coordination.

§ 3. Les statuts de la S.P.G.E. ou un règlement d'ordre intérieur adopté en exécution des statuts, déterminent les missions et le mode de fonctionnement du comité visé au paragraphe 1^{er}, dont les critères et les modalités selon lesquels les experts sont associés aux travaux du comité de coordination. ».

Art. 10. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre 1^{er}, Section 1^e, Sous-Section 2, du même Code, il est inséré une subdivision intitulée « D. Contrôle des comptes ».

Art. 11. Dans la subdivision D, insérée par l'article 10, il est inséré un article D.334^{quinquies} rédigé comme suit :

« Art. D.334^{quinquies}. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement et à l'assemblée générale.

L'assemblée générale nomme deux des membres du collège des commissaires aux comptes parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations. Ils ont la qualité de commissaire-réviseur.

Le troisième membre est nommé par le Gouvernement parmi les membres de la Cour des comptes sur proposition de celle-ci. Il préside le collège.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans.

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération des commissaires. ».

Art. 12. L'article D.335 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.335. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la S.P.G.E. exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminés dans un contrat de gestion conclu pour une durée de cinq ans, entre la Région wallonne et la S.P.G.E.

Les modalités de collaboration entre la Région wallonne et la

S.P.G.E. dans le cadre de ses missions de service public sont définies dans le contrat de gestion. Les protocoles conclus dans ce cadre avec la Région wallonne et les documents établissant les missions déléguées par le Gouvernement à la S.P.G.E. sont annexés au contrat de gestion. ».

Art. 13. L'article D.336 du même Code est abrogé.

Art. 14. À l'article D.339 du même Code, le mot « Société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. ».

Art. 15. Dans le Titre de la Sous-section 6, le mot « Société » est remplacé par le mot « S.P.G.E. ».

Art. 16. Dans l'article D.344, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « avoir un contrat de service d'épuration et de collecte en vigueur avec la S.P.G.E. » sont insérés entre les mots « érigée en intercommunale » et « et avoir notamment dans son objet les missions suivantes : »;

2° au 8°, les mots « la D.G.R.N.E., Division de l'eau » sont remplacés par « le Département de l'Environnement et de l'Eau du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 17. Dans l'article D.345 du même Code, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. La S.P.G.E. assure l'exécution de ses obligations liées à sa mission d'assainissement collectif figurant dans le contrat de gestion visé à l'article 335, soit directement, soit en sous-traitance, au moyen d'un contrat de service d'épuration et de collecte, conclu avec les organismes d'assainissement. La S.P.G.E. dispose d'un droit réel sur les ouvrages qu'elle construit, rénove ou exploite en matière d'assainissement collectif. »;

2° dans le paragraphe 2 :

a) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrat de service d'épuration et de collecte est constitué d'un contrat-cadre conclu pour un terme de vingt ans et est précisé par des contrats d'application, lesquels couvrent des périodes de cinq ans. En cas de conclusion d'un nouveau contrat de gestion durant cette période de cinq ans, le contrat d'application en vigueur est remplacé par un nouveau contrat d'application et cesse de produire ses effets, de plein droit, au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion. En cas de non-entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion à l'expiration du précédent, le contrat-cadre et le contrat d'application en vigueur font l'objet d'une prorogation couvrant une période de six mois. Si, à l'expiration du contrat de gestion éventuellement prorogé, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat-cadre et le contrat d'application en vigueur sont applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion conclu. »;

b) dans l'alinéa 4, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les délégations, les responsabilités et les mandats confiés à l'organisme d'assainissement pour assurer la maîtrise d'ouvrage au nom et pour le compte de la S.P.G.E. ; »;

c) dans l'alinéa 4, les mots « Les avenants » sont remplacés par les mots « Les contrats d'application »;

d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« La liste des ouvrages prévue à l'alinéa 4, 1° et 2°, fait l'objet d'une mise à jour annuelle par voie d'avenants. »;

e) à l'alinéa 5, les mots « de l'avenant » et « avenant » sont respectivement remplacés par « du contrat d'application » et « contrat d'application »;

3° les paragraphes 5 et 7 sont abrogés.

CHAPITRE 2. — Modifications relatives à la S.W.D.E

Art. 18. Dans l'article D.346 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à responsabilité limitée » sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 19. Dans l'article D.347, alinéa 3, du même Code, inséré par le décret du 23 juin 2016, le mot « associé » est remplacé par le mot « actionnaire ».

Art. 20. Dans l'article D.348 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à responsabilité limitée » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, le mot « associés » est remplacé par le mot « actionnaires »;

3° à l'alinéa 3, les mots « de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire » sont remplacés par les mots « du Livre XX du Code de droit économique »;

4° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« En matière de constitution et de modification de la Société ainsi que de responsabilité des fondateurs, il est dérogé aux articles 2:5, §§ 1^{er} et 4, alinéa 1^{er}, 6:12, 6:13, 6:16 et 6:17 du Code des sociétés et des associations. »;

5° dans l'alinéa 5, les mots « 395, 398 et 399 du Code des sociétés. » sont remplacés par les mots « 6:8, 6:9, 6:10 et 6:110 du Code des sociétés et des associations. »;

6° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« En matière d'émission d'actions nouvelles, il est dérogé aux articles 6:108, § 1^{er}, alinéa 2, et 6:109 à 6:112 du Code des sociétés et des associations. »;

7° l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« En matière de financement de l'acquisition d'actions de la Société par des tiers, il est dérogé à l'article 6:118 du Code des sociétés et des associations. »;

8° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« En matière d'admission, de démission et d'exclusion d'actionnaire, il est dérogé aux articles 6:105 à 6:108, 6:120 à 6:122 et 6:123 du Code des sociétés et des associations. »;

9° l'alinéa 9 est remplacé par ce qui suit :

« En matière d'engagements des actionnaires, il est dérogé aux articles 6:15 et 6:40 du Code des sociétés et des associations. »;

10° six alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 9 et 10 :

« En matière d'administration, de gestion et de représentation de la Société, il est dérogé aux articles 6:58, 6:59, 6:61 et 6:67 du Code des sociétés et des associations.

En matière de responsabilité des dirigeants, il est dérogé à l'article 2:56, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations.

En matière de dissolution et de liquidation, outre ce qui est stipulé à l'article D.350, il est dérogé aux articles 2:70 à 2:108, 6:119 et 6:125 à 6:128 du Code des sociétés et des associations.

Par dérogation aux articles 6:63, 6:79 et 6:102 du Code des sociétés et des associations, le comité de direction est compétent en matière de délivrance de copies et extraits des procès-verbaux du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Par dérogation aux articles 6:24, alinéa 2, 6:27, alinéas 1^{er}, 5 et 6, 6:28, alinéa 2, 6:50, alinéas 2 et 3, 6:108, § 2, alinéa 3, 6:120, § 2, et 6:123, § 4, du Code des sociétés et des associations, le comité de direction est compétent en matière de tenue des registres des titres et de délivrance d'extraits de ces registres. »;

11° à l'alinéa 10, le mot « tâches » est remplacé par le mot « missions ».

Art. 21. Dans l'article D.349 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « commerciales » est remplacé par le mot « coopératives »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les statuts et toutes leurs modifications sont adoptés par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Il est dérogé en la matière aux articles 6:85 et 6:86 du Code des sociétés et des associations. »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les statuts de la Société et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement. ».

Art. 22. Dans l'article D.351 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « associé » et « associés » sont à chaque fois remplacés par les mots « actionnaire » et « actionnaires »;
- 2° le mot « société » est remplacé à chaque fois par le mot « Société ».

Art. 23. À l'article D.353 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, le mot « société » est à chaque fois remplacé par le mot « Société ».

Art. 24. À l'article D.354 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « société » est à chaque fois remplacé par le mot « Société »;
- 2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les modalités de collaboration entre la Région wallonne et la Société dans le cadre de ses missions de service public sont définies dans le contrat de gestion. Les protocoles conclus dans ce cadre avec la Région wallonne et les documents établissant les missions déléguées par le Gouvernement à la Société sont annexés au contrat de gestion. ».

Art. 25. À l'article D.361, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « associés » est remplacé par le mot « actionnaires »;
- 2° le mot « société » est remplacé à chaque fois par le mot « Société ».

Art. 26. L'article D.363 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.363. § 1^{er}. La Société peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, en ce compris la création de filiales, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute prise de participation.

§ 3. Lorsque la Société décide de prendre ou de céder des participations telles que visées au paragraphe 1^{er}, elle en informe le Ministre-Président du Gouvernement, le Ministre de tutelle ainsi que le Ministre du Budget via envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le Gouvernement dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou s'y opposer.

A défaut, la décision est réputée approuvée.

§ 4. Les membres du personnel sous régime statutaire de la Société peuvent être mis en congé pour exercer une mission au sein des sociétés, associations et institutions dans lesquelles elle détient une participation. Le congé pour mission est assimilé à une période d'activité de service.

§ 5. Lorsque la Société décide d'associer une société, une association ou une institution où elle a une prise de participation, à la mise en oeuvre de ses missions de service public, la participation directe ou indirecte d'actionnaires publics dans cette société doit répondre cumulativement à deux conditions : excéder 50% du capital et répondre à la définition de participation qualifiée à l'article 2, 22°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Toute cession d'actions représentatives du capital, à la suite de quoi la participation directe ou indirecte des actionnaires publics visés à l'alinéa 1^{er} n'excéderait plus 50%, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50% dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les actionnaires publics. Durant ce délai, tant que la condition de participation n'est pas remplie, la cession ne produit aucun effet.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par « actionnaire public », la Région wallonne, les personnes morales de droit public soumises à son contrôle direct ou indirect, ainsi qu'à celui de l'État fédéral, d'autres Régions ou de communes belges. ».

Art. 27. À l'article D.364 du même Code, modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « associé » est remplacé à chaque fois par le mot « actionnaire »;
- 2° les mots « de parts sociales » sont remplacés par le mot « d'actions ».

Art. 28. L'intitulé de la Section 6 du Chapitre II du même Code est remplacé par ce qui suit : « Gestion et représentation ».

Art. 29. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre II, Section 6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré une Sous-section 1^e intitulée « Généralités »; 2° la Sous-section 1^e est renumérotée en Sous-section 1^e/1.

Art. 30. Dans la Sous-section 1^e, insérée par l'article 29, il est inséré un article D.364bis rédigé comme suit :

« Art. D.364bis. § 1^{er}. La Société est gérée par un conseil d'administration et un comité de direction.

§ 2. Sans préjudice de mandats spéciaux, la Société est valablement représentée pour tous les actes à l'égard des tiers, y compris en justice, par :

- 1° le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président du conseil d'administration;
- 2° deux administrateurs qui agissent conjointement;
- 3° un membre du comité de direction agissant individuellement. ».

Art. 31. L'article D.365 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.365. § 1^{er}. Sans préjudice des actes que la loi, le décret ou les statuts réservent à l'assemblée générale, le conseil d'administration est compétent pour :

1° la définition de la politique générale et de la stratégie de la Société, qui comprend :

a) l'identification et le suivi des défis stratégiques et des risques associés

auxquels la Société est confrontée;

b) l'adoption des plans de financement et des budgets annuels;

c) la définition de la politique financière, l'autorisation des emprunts et des émissions d'obligations;

d) la définition de la politique d'investissements et l'adoption des programmes de travaux;

e) la fixation des tarifs des prestations relevant des missions de service public de la Société en dehors des contrats particuliers;

f) la fixation du coût-vérité distribution (CVD) soumise à l'approbation du Gouvernement wallon;

g) le suivi de la coordination des enjeux sectoriels;

2° la conclusion du contrat de gestion avec le Gouvernement wallon;

3° la surveillance et le contrôle de la gestion opérationnelle assurée par le comité de direction;

4° la création de nouvelles actions, l'augmentation des capitaux propres et l'admission d'un nouvel actionnaire;

5° l'examen des demandes de démission ou de propositions d'exclusion d'un actionnaire dont il fait rapport à l'assemblée générale. Il fixe le montant de la part de retrait;

6° la prise de toute participation telle que visée à l'article D.363, ainsi que la désignation des représentants de la Société au sein des sociétés, associations et institutions dans lesquelles elle détient une participation et le contrôle de ces représentants;

7° la convocation de l'assemblée générale et la fixation de son ordre du jour;

8° la présentation annuelle d'un rapport à l'assemblée générale sur l'état des participations telles que visées à l'article D.363;

9° l'établissement des comptes annuels et de son rapport de gestion ainsi que leur communication conformément à l'article D.380;

10° l'adoption et la modification de son règlement d'ordre intérieur;

11° la proposition à l'assemblée générale d'adoption ou de modification du règlement d'ordre intérieur de celle-ci;

12° l'approbation des règlements d'ordre intérieur du comité de direction et des conseils d'exploitation;

13° la conclusion des conventions avec les membres du comité de direction visés à l'article D.370;

14° l'adoption des dispositions générales relatives au personnel;

15° l'engagement, l'attribution, l'abandon ou la résiliation des marchés publics à caractère stratégique, selon les critères et dans les limites qu'il fixe;

16° toute décision à caractère stratégique que le comité de direction décide de lui soumettre ou dont le conseil d'administration se saisit dont celle pouvant impacter significativement la stabilité ou le développement de la Société;

17° les actes que la loi ou le décret réservent expressément au conseil d'administration, sans préjudice du présent chapitre.

§ 2. Concernant le paragraphe 1^{er}, 3°, le conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la Société ou sur certaines d'entre elles. ».

Art. 32. L'article D.366 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.366. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le conseil d'administration est composé de quatorze membres nommés par le Gouvernement pour un mandat de cinq ans.

Parmi les administrateurs, quatre sont membres du conseil d'administration de la S.P.G.E.

Deux commissaires du Gouvernement assistent aux réunions du conseil d'administration.

§ 2. Parmi les administrateurs qu'il nomme, le Gouvernement désigne un président et un vice-président.

Les statuts peuvent arrêter les règles complémentaires relatives à la composition du conseil d'administration et les compétences respectives du président et du vice-président.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 3. L'administrateur figurant parmi les quatre membres du conseil d'administration de la S.P.G.E. et qui ne fait plus partie de cet organe est réputé de plein droit démissionnaire et cesse de siéger au sein du conseil d'administration de la Société.

§ 4. Le conseil d'administration peut délibérer et statuer uniquement si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix sauf les exceptions visées par les statuts, le Code des sociétés et des associations et le présent chapitre. ».

Art. 33. À l'article D.367 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, au paragraphe 1^{er}, les mots « autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts de la Société » sont remplacés par « obligations légales et décrétales, ainsi que des statuts ».

Art. 34. L'article D.368 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.368. Le comité de direction est composé de quatre membres au maximum, dont un président. Ce dernier est également le président du comité de direction de la S.P.G.E.

Il est chargé de la gestion opérationnelle de la Société qui comprend la gestion journalière, la préparation et l'exécution des décisions du conseil d'administration ainsi que tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou le décret à l'assemblée générale ou au conseil d'administration.

Sous réserve des délégations qu'il donne à ses membres, les délibérations du comité de direction sont collégiales.

Le comité de direction peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus à des membres du personnel conformément aux modalités et aux conditions arrêtées par les statuts.

Sauf en cas de conflit d'intérêts, les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le comité de direction fait régulièrement rapport sur sa gestion opérationnelle au conseil d'administration. ».

Art. 35. L'article D.369 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.369. § 1^{er}. Les membres du comité de direction sont désignés pour une durée de cinq ans.

Si un membre du comité de direction est désigné moins de cinq ans avant l'âge légal de la pension, sa fonction prend fin le jour où il atteint l'âge légal de la pension.

Le Gouvernement peut prolonger sa désignation au-delà de l'âge légal de la pension, sur base d'une demande du membre du comité de direction formulée auprès du conseil d'administration.

La prolongation de sa désignation au-delà de l'âge légal de la pension est d'une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'un an.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres du comité de direction au terme de la procédure, visée aux paragraphes 2 à 4.

Le conseil d'administration soumet pour approbation au Gouvernement :

1° une description de fonction;

2° une note comprenant une définition des missions générales de gestion et des objectifs collectifs et individuels à atteindre tant en matière de gestion que de stratégie;

3° la désignation des membres du jury de sélection qui comprend au maximum deux tiers des membres du même sexe et est composé comme suit :

a) le président et le vice-président du conseil d'administration et le président du comité de rémunération;

b) deux experts externes choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne présentant une expérience de dix ans minimum en lien avec le profil de fonction établi et désignés par le Gouvernement. Au moins un de ces deux experts présente une expérience de dix ans en management ou en ressources humaines;

c) un membre d'une université belge francophone dont le domaine d'expertise est en lien avec la fonction vacante ou les enjeux en matière de management ou de ressources humaines;

d) le cas échéant, le directeur général ou les directeurs généraux de la direction générale du Service public de Wallonie dont les compétences fonctionnelles sont en lien avec les missions de l'organisme ou de son représentant.

La proposition de jury formulée par le conseil d'administration détermine lequel des membres du jury visés au b) ou au c) exerce la présidence du jury.

§ 3. Le conseil d'administration lance l'appel à candidature public externe et interne, comprenant au minimum :

1° la description de fonction;

2° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;

3° les diplômes et expériences requis pour la fonction;

4° les modalités d'organisation des épreuves et les critères de sélection retenus;

5° les documents que contient, à peine d'irrecevabilité, l'acte de candidature;

6° le service auprès duquel la note visée au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, et tous les autres renseignements ou documents utiles peuvent être obtenus;

7° la rémunération proposée pour le mandat et les modalités de fin de mandat.

§ 4. Le jury de sélection organise les épreuves de sélection lui permettant, à l'aide des critères de sélection visés au paragraphe 3, 4°, de cerner les aptitudes de gestion, d'organisation et la personnalité des candidats.

Sur la base des résultats aux épreuves de sélection, le jury de sélection rédige un rapport écrit et motivé reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories :

- a) la catégorie apte;
- b) la catégorie inapte.

Le jury de sélection communique ce rapport au Gouvernement.

Sur la base du rapport du jury, le Gouvernement désigne les membres du comité de direction parmi les candidats jugés aptes par le jury. Il transmet la désignation à la SWDE.

§ 5. Le conseil d'administration charge son comité de rémunération de soumettre le comité de direction et ses membres à :

1° une évaluation annuelle portant sur la réalisation des objectifs fixés pour l'année écoulée;

2° une évaluation intermédiaire, intervenant en principe trente mois après sa désignation, et une évaluation finale, intervenant en principe soixante mois après sa désignation, portant toutes les deux sur la mise en œuvre des compétences reprises dans son descriptif de fonction, la réalisation des objectifs fixés dans le contrat de gestion et des missions générales de gestion et des objectifs à atteindre en tant que comité de direction et en tant que membre du comité de direction, tant en matière de gestion que de stratégie, repris dans la note, visée au paragraphe 2, alinéa 2, 2°.

Le comité de rémunération peut s'entourer de personnalités extérieures dans le cadre de l'évaluation intermédiaire et s'entoure de personnalités extérieures pour l'évaluation finale. Les personnalités extérieures disposent des expériences, visées au paragraphe 2, alinéa 2, 3°, b.

Lorsque le Gouvernement juge que la situation ou la réputation de la S.W.D.E. le requiert, il peut d'initiative requérir l'évaluation d'un ou des membres du comité de direction. Cette évaluation se déroule conformément aux paragraphes 5 à 7. A cette occasion, le conseil d'administration s'entoure de personnalités extérieures, répondant aux conditions visées au paragraphe 2, alinéa 2, 3°, b. En cas d'évaluation négative, le Gouvernement peut mettre fin à la désignation du ou des membres du comité de direction, sur avis du conseil d'administration.

Les évaluations intermédiaires et finales font l'objet d'un rapport motivé, notifié au comité de direction par envoi recommandé avec accusé de réception. L'évaluation est positive ou négative.

Les statuts de l'organisme fixent les procédures d'évaluation et leurs modalités.

§ 6. Le comité de direction ou un de ses membres peut introduire, par un envoi recommandé, un recours auprès du conseil d'administration contre son évaluation intermédiaire ou finale négative dans un délai de dix jours à dater de sa réception. A défaut, l'évaluation est définitive.

En cas de recours par le comité de direction ou un de ses membres, ce dernier peut exposer au conseil d'administration les motifs pour lesquels il conteste l'évaluation dans les dix jours de la communication de son recours. Il peut solliciter une audition, à laquelle le conseil d'administration fait droit lorsqu'elle est demandée.

Après avoir pris connaissance des motifs du recours, le conseil d'administration peut modifier l'évaluation. Si, malgré le recours, l'évaluation reste négative, le recours et ses motifs sont inclus dans le rapport d'évaluation.

Le conseil d'administration transmet au Gouvernement sa décision, le rapport d'évaluation, le cas échéant incluant le recours et ses motifs, et peut proposer la fin du mandat d'un ou des membres du comité de direction.

§ 7. Les rapports d'évaluation intermédiaire ou finale définitifs sont communiqués au Gouvernement par le conseil d'administration.

En cas d'évaluation intermédiaire négative, le Gouvernement peut mettre fin anticipativement à la désignation du comité de direction ou d'un de ses membres. Le cas échéant, une nouvelle procédure de désignation du comité de direction ou d'un de ses membres est lancée.

En cas d'évaluation finale négative, la désignation du comité de direction ou d'un de ses membres prend fin au terme de sa durée déterminée. Une nouvelle procédure de désignation est entamée. Le comité de direction ou l'un de ses membres sortants ayant fait l'objet de l'évaluation finale négative ne peut pas participer à cette nouvelle procédure.

Le comité de direction ou ses membres qui bénéficient d'une évaluation finale positive peuvent être renouvelés par le Gouvernement pour une période de cinq ans sans qu'il soit nécessaire de mettre en œuvre une nouvelle procédure de désignation.

Le comité de direction ou ses membres qui bénéficient d'une évaluation finale positive au terme de leur première désignation sont renouvelés de plein droit pour une nouvelle durée de cinq ans, sans qu'il soit nécessaire de mettre en œuvre une nouvelle procédure de désignation. ».

Art. 36. Dans l'article D.370, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, la phrase « Pour la conclusion de cette convention, la Société est représentée par le conseil d'administration » est abrogée.

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 37. Dans l'article D.371 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « société » est remplacé par le mot « Société »;

2° à l'alinéa 3, le mot « associée » est remplacé par le mot « actionnaire »;

3° à l'alinéa 5, le mot « associées » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Art. 38. Dans l'article D.372 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, le mot « associée » est remplacé par le mot « actionnaire »;
- 2° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « Conseil » est remplacé par le mot « conseil ».

Art. 39. Dans l'article D.377 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, le mot « société » est remplacé par le mot « Société ».

Art. 40. Dans l'article D.379, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 4, les mots « des commissaires » sont insérés entre les mots « collègue » et « aux » et les mots « code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations »;
- 2° à l'alinéa 5, les mots « parmi les membres de la Cour des comptes sur proposition de celle-ci. Il préside le collège » sont insérés après le mot « Gouvernement »;
- 3° l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 41. Dans l'article D.380, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les règles de répartition du résultat sont consignées dans les statuts. Toutefois, la distribution de dividendes aux actionnaires n'est pas permise. ».

Art. 42. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre II du même Code, l'intitulé de la Section 9 est remplacé par ce qui suit : « Capitaux propres ».

Art. 43. L'article D.382 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.382. La Société peut émettre des actions de différentes classes.

Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum cinquante pour cent des actions souscrites plus une.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution des capitaux propres, les actionnaires communaux disposent toujours ensemble de la majorité des voix à l'assemblée générale.

Les actions constitutives ne peuvent pas être cédées. Les autres actions d'un actionnaire peuvent être cédées uniquement à un autre actionnaire. ».

Art. 44. L'article D.383 du même Code est abrogé.

Art. 45. À l'article D.383bis du même Code, inséré par le décret du 23 juin 2016, le mot « S.W.D.E. » est remplacé par le mot « Société ».

Art. 46. Dans l'article D.385 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est abrogé;
- 2° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 47. L'article D.388 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, est abrogé.

Art. 48. L'article D.389 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2006, est abrogé.

Art. 49. À l'article D.391 du même Code, le mot « S.W.D.E. » est remplacé par les mots « Société wallonne des distributions d'eau ».

CHAPITRE 3. — *Disposition budgétaire*

Art. 50. A l'article D.288, § 3, du même Code, inséré par le décret du 12 décembre 2014, est inséré un 23° rédigé comme suit :

« 23° les financements et subventions à la S.P.G.E pour remplir ses missions de service public. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications diverses*

Art. 51. L'article D.2, 33°, du même Code est complété, après les mots « tout traitement dans ces établissements » par les mots «, à moins que le fournisseur et l'établissement alimentaire conviennent expressément d'une fourniture en eau non destinée à la consommation humaine ».

Art. 52. Dans l'article 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, le 3°, l), est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 53. Jusqu'à leur prochain renouvellement intégral respectif par le Gouvernement, les conseils d'administration de la S.P.G.E. et de la S.W.D.E. restent valablement composés conformément aux règles antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement peut décider de renouveler intégralement les conseils d'administration de la S.P.G.E. et de la S.W.D.E. simultanément. Dans ce cas, sans préjudice des règles prévues par ou en vertu de la loi, du décret ou des statuts en matière de démission, de révocation, d'incompatibilités ou d'autres causes de fin du mandat, le mandat des administrateurs siégeant au conseil d'administration de la S.P.G.E. ou de la S.W.D.E. au jour de l'entrée en vigueur du présent décret est de plein droit, le cas échéant, écourté ou prolongé pour prendre fin lors du renouvellement intégral simultané.

Art. 54. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 13 décembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024.*
Documents du Parlement wallon, 1442 (2023-2024) N^{os} 1 à 7
Compte rendu intégral, séance plénière du 13 décembre 2023
Discussion.
Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/001581]

13. DEZEMBER 2023 — Dekret zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezüglich der Steuerung des Wassersektors und der Anpassung der Rechtsordnungen der S.W.D.E. und der S.P.G.E. an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Änderungen in Bezug auf die S.P.G.E.

Artikel 1 - In Artikel D.331 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch das Folgende ersetzt:

„§ 1. Es wird eine Gesellschaft unter der Bezeichnung „Société publique de gestion de l'eau“ (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, abgekürzt S.P.G.E.) eingerichtet.“.

Das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen ist auf die S.P.G.E. anwendbar, unbeschadet der Bestimmungen dieses Abschnitts und soweit dieser KAPITEL nicht aufgrund des öffentlichen Charakters der S.P.G.E. davon abweicht. Die S.P.G.E. ist ein Unternehmen im Sinne des Wirtschaftsgesetzbuches.

In Bezug auf die Haftung von Führungskräften wird von Artikel 2:56 Absatz 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.“;

2° in Paragraf 2 wird Absatz 2 aufgehoben.

3° in Paragraf 3 wird das Wort „Gesellschaft“ durch das Wort „S.P.G.E.“ ersetzt. 4° in Paragraf 4 wird das Wort „Gesellschaft“ durch das Wort „S.P.G.E.“ ersetzt. 5° der Paragraf 5 wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel D.332 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. November 2021, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraf 1:

a) in Absatz 1 wird das Wort „Gesellschaft“ durch das Wort „S.P.G.E.“ ersetzt;

b) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„2° die Beteiligung an den Vorgängen, die den Wasserzyklus bilden, sowie die Förderung der Koordinierung dieser Vorgänge und die Umsetzung von Synergien, durch die Möglichkeit, sektorale kollaborative Plattformen und gemeinsame Dienstleistungszentren zu implementieren, bei gleichzeitiger Optimierung und Harmonisierung der Tätigkeiten des Wassersektors in der Wallonischen Region;“;

2° In Paragraf 2:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge „und unbeschadet des Artikels 21 des Gesetzes vom 2. April 1962“ aufgehoben;

b) in Absatz 1 wird das Wort „Gesellschaft“ durch das Wort „S.P.G.E.“ ersetzt;

c) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die Durchführung der erforderlichen Untersuchungen im Hinblick auf eine Verbesserung der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs durch die Entwicklung und Förderung der Konvergenz zwischen den Wassererzeugern, -verteiler und den Sanierungseinrichtungen.;"

3° Paragraph 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 4. Die S.P.G.E. kann sich direkt oder indirekt an belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts beteiligen, einschließlich durch die Gründung von Tochtergesellschaften, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

Beschließt die S.P.G.E., Beteiligungen gemäß Absatz 1 zu erwerben oder abzutreten, so unterrichtet sie den Ministerpräsidenten der Regierung, den Aufsichtsminister und den Haushaltsminister durch Einschreiben mit Rückschein. Die Regierung verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um Einspruch dagegen zu erheben.

In Ermangelung dessen gilt die Entscheidung als genehmigt. "

Art. 3 - Artikel D.333 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. November 2021, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.333 - § 1. Das bei der Gründung der S.P.G.E. gezeichnete Kapital wird auf 24 789 352,48 Euro festgelegt.

Es kann gemäß den in der Satzung festgelegten Bedingungen erhöht werden. Die Regierung genehmigt die Kapitalerhöhungen.

Die S.P.G.E. kann verschiedene Aktienkategorien einrichten und einer oder mehrerer dieser Kategorien Vorzugsdividenden zuteilen. Diese Vorzugsdividenden dürfen den jährlichen Tagesdurchschnitt des 10-jährigen OLO-Satzes zuzüglich 2 Prozent nicht überschreiten.

Sie kann außerdem von den Gründern gezeichnete oder nicht gezeichnete Gewinnanteile ausstellen.

Sie kann ebenfalls Aktien mit und ohne Stimmrecht ausstellen.

§ 2. Folgende Einrichtungen können Aktionäre der S.P.G.E. werden:

1° die Wallonische Region;

2° die Wasserfinanzierungsgesellschaft ("Société de financement des eaux");

3° die von der Regierung zugelassenen Finanzinstitute;

4° die Wasserverteiler;

5° die zugelassenen Sanierungseinrichtungen.

§ 3. Die öffentlich-rechtlichen Aktionäre stellen mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals plus eine Aktie dar.

§ 4. Der Wasserfinanzierungsgesellschaft wird ein Vorkaufsrecht gewährt. Falls diese dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise ausübt, wird dieses der S.W.D.E. anvertraut. Falls letztere dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise auf die restlichen Aktien ausübt, wird es der Wallonischen Region anvertraut.

§ 5. Jede Abtretung unterliegt dem Beschluss des Verwaltungsrats, der mit der Einstimmigkeit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder entscheidet. In Ermangelung einer Einigung im Verwaltungsrat wird die Angelegenheit vor die Generalversammlung verwiesen, wo der Abtretungsbeschluss mit der qualifizierten Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent der vertretenen Aktien gefasst wird. In Ermangelung einer Vereinbarung ist die Abtretung untersagt.

§ 6. Jede Abtretung, die unter Verkennung der Paragraphen 4 und 5 erfolgt, kann nicht gegenüber der S.P.G.E. und Dritten wirksam gemacht werden.

§ 7. Der Aktionär, der den in Paragraph 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr genügt, muss die Aktien der S.P.G.E. über die er verfügt, zu dem nach der Abschätzung eines Sachverständigen festgelegten Preis abtreten. Diese Aktien werden gemäß der in Paragraph 4 vorgesehenen Vorkaufreihefolge den verschiedenen öffentlichen Aktionären angeboten.

Wenn der Aktionär eine juristische Person ist, können deren Gesellschafter jedoch vor der Ausübung des in Paragraph 4 erwähnten Vorkaufsrechts vorzugsweise einen Prozentsatz der abgetretenen Aktien erwerben, der höchstens dem Prozentsatz entspricht, über den sie innerhalb der S.P.G.E. aufgrund ihrer Beteiligung in der juristischen Person, die Aktionärin ist, verfügen. "

Art. 4 - In Teil III Titel III Kapitel 1 Abschnitt 1 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird Punkt "B. Unvereinbarkeiten" durch Punkt "B. Verwaltungsrat und Vorstand" ersetzt.

Art. 5 - Artikel D.334 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.334 - Die S.P.G.E. wird von einem Verwaltungsrat und einem Vorstand verwaltet.

Die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrats oder des Vorstands ist unvereinbar mit der Ausübung eines Amtes, das die Unabhängigkeit dieses Mitglieds bei der Durchführung seiner Aufgaben innerhalb der S.P.G.E. und im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags beeinträchtigen könnte.

Unbeschadet von Sonderaufträgen wird die S.P.G.E. für alle Handlungen gegenüber Dritten, einschließlich vor Gericht, rechtsgültig vertreten durch:

1° den Vorsitzenden oder, im Falle einer Verhinderung, den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

2° zwei gemeinsam handelnde Verwalter;

3° durch ein einzeln handelndes Mitglied des Vorstands. "

Art. 6 - Artikel D.334bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.334bis - § 1. Unbeschadet der Handlungen, welche das Gesetz, das Dekret oder die Satzung der Generalversammlung vorbehalten, ist der Verwaltungsrat zuständig für:

1° die Festlegung der allgemeinen Politik und Strategie der S.P.G.E., welche Folgendes umfasst:

a) die Identifikation und Nachverfolgung von strategischen Herausforderungen und damit verbundenen Risiken, mit welchen die S.P.G.E. konfrontiert ist;

- b) die Verabschiedung, Nachverfolgung und Aktualisierung des Finanzplans der S.P.G.E.;
- c) die Verabschiedung und Nachverfolgung der Finanzpolitik, genauer gesagt Genehmigung der Aufnahme und der Gewährung von Verpflichtungen;
- d) in Abstimmung mit der Wallonischen Region, die Verabschiedung und Nachverfolgung von Schutz- und Investitionsprogrammen sowie der damit verbundenen Finanzmittel;
- e) die Festlegung der Tarife für Leistungen, die zum öffentlichen Auftrag der S.P.G.E. außerhalb von Sonderverträgen gehören;
- f) die Festlegung des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR), die der Wallonischen Regierung zur Genehmigung vorgelegt wird;
- g) die Nachverfolgung der Koordination der Herausforderungen des Sektors;
- 2° der Abschluss des Verwaltungsvertrags mit der Wallonischen Regierung;
- 3° der Abschluss von Dienstleistungsverträgen für die Klärung und Sammlung mit den zugelassenen Sanierungseinrichtungen;
- 4° die Beaufsichtigung und Kontrolle der Erfüllung von Verpflichtungen gegenüber der Wallonischen Region, die im Verwaltungsvertrag vorgesehen sind, und zwar im Rahmen der Finanzmittel der S.P.G.E.;
- 5° die Beaufsichtigung und Kontrolle der operativen Verwaltung, die vom Vorstand gewährleistet wird;
- 6° das Eingehen jeglicher Beteiligungen gemäß Artikel D.332 § 4 sowie die Benennung der Vertreter der S.P.G.E. in den Gesellschaften, Vereinigungen und Institutionen, an denen sie beteiligt ist, und Kontrolle dieser Vertreter;
- 7° die Einberufung der Generalversammlung und die Festlegung ihrer Tagesordnung;
- 8° die Nachverfolgung und Feststellung des Jahresabschlusses, der der Generalversammlung zur Genehmigung vorgelegt werden muss;
- 9° die Erstellung des Geschäftsberichts sowie dessen Übermittlung gemäß dem Dekret vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten;
- 10° die Verabschiedung und Abänderung ihrer Geschäftsordnung;
- 11° 11° der Vorschlag an die Generalversammlung zur Annahme oder Änderung ihrer Satzung oder ihrer Geschäftsordnung;
- 12° die Genehmigung der Geschäftsordnung des Vorstands;
- 13° der Abschluss von Verträgen mit den Mitgliedern des Vorstands gemäß Artikel D. 334ter § 4;
- 14° die Verabschiedung allgemeiner Bestimmungen in Bezug auf das Personal;
- 15° die Beauftragung, die Vergabe, der Verzicht oder die Kündigung von öffentlichen Aufträgen mit strategischem Charakter nach den von ihm festgelegten Kriterien und innerhalb der von ihm festgelegten Grenzen;
- 16° sämtliche Entscheidungen strategischer Art, die der Vorstand beschließt, ihm vorzulegen, oder die der Verwaltungsrat übernimmt, darunter auch solche, die sich erheblich auf die Stabilität oder die Entwicklung der S.P.G.E. auswirken können;
- 17° die Handlungen, die durch das Gesetz oder das Dekret unbeschadet des vorliegenden Artikels ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 kann der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der S.P.G.E. oder über bestimmte dieser Tätigkeiten ersuchen.

§ 2. Der Verwaltungsrat besteht aus vierzehn von der Regierung für ein Mandat von fünf Jahren ernannten Mitgliedern und ist folgendermaßen zusammengesetzt:

- 1° drei Mitglieder werden auf Vorschlag der Wasserfinanzierungsgesellschaft ernannt;
- 2° elf Mitglieder werden auf Vorschlag der Wallonischen Regierung ernannt, von denen vier Mitglieder des Verwaltungsrats der S.W.D.E. sind. Die Ernennung der elf Mitglieder erfolgt unter Berücksichtigung der proportionalen Vertretung der anerkannten politischen Gruppen innerhalb des Wallonischen Parlament unter Anwendung des in Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches festgelegten Mechanismus.

Zwei Kommissare der Regierung nehmen an allen Sitzungen des Verwaltungsrats teil.

§ 3. Unbeschadet gesetzlicher und dekretaler Verpflichtungen sowie der Satzung ist das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds unvereinbar mit:

- 1° der Eigenschaft als Mitglied des Vorstands;
- 2° der Eigenschaft als Personalmitglied oder pensioniertes Personalmitglied der S.P.G.E.

Wenn ein Verwaltungsratsmitglied im Laufe seines Mandats die Übernahme einer Funktion oder eines Mandats im Sinne von Ziffer 1 und Ziffer 2 annimmt, so wird sein Mandat von Rechts wegen beendet.

§ 4. Unter den Verwaltungsratsmitgliedern, die sie ernannt, bestimmt die Regierung einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

In der Satzung werden die Regeln bezüglich der jeweiligen Befugnisse des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden festgelegt.

Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 5. Das Verwaltungsratsmitglied, das unter den vier Mitgliedern des Verwaltungsrats der S.W.D.E. aufgeführt ist und diesem Organ nicht mehr angehört, gilt als von Rechts wegen ausscheidend und sitzt nicht mehr im Verwaltungsrat der S.P.G.E. ”.

Art. 7 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.334ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. D.334ter - § 1. Der Vorstand ist mit der operativen Verwaltung der S.P.G.E. beauftragt, die die tägliche Geschäftsführung im Sinne des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen, die Vorbereitung und Durchführung der Beschlüsse des Vorstands sowie alle Handlungen umfasst, die für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks der S.P.G.E. notwendig oder nützlich sind und nicht per Gesetz oder Dekret der Generalversammlung oder dem Vorstand vorbehalten sind.

§ 2. Außer in Fällen von Interessenkonflikten wohnen die Vorstandsmitglieder den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Der Vorstand erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die operative Verwaltung

§ 3. Der Vorstand besteht aus maximal drei Mitgliedern, einschließlich seines Vorsitzenden. Letzterer ist auch Vorsitzender des Vorstands der S.W.D.E.

Unter Vorbehalt der Vollmachten, die er seinen Mitgliedern erteilt, erfolgen die Beratungen des Vorstands kollegial.

Der Vorstand kann die ihm zugewiesenen Befugnisse gemäß den in der Satzung festgelegten Modalitäten und Bedingungen an Personalmitglieder übertragen.

§ 4. Die Mitglieder des Vorstands werden für eine Dauer von fünf Jahren benannt.

Wird ein Mitglied des Vorstands weniger als fünf Jahre vor dem gesetzlichen Pensionsalter benannt, so endet sein Amt an dem Tag, an dem es das gesetzliche Pensionsalter erreicht.

Die Regierung kann seine Benennung auf Antrag des Vorstandsmitglieds an den Verwaltungsrat über das gesetzliche Pensionsalter hinaus verlängern.

Die Verlängerung seiner Benennung über das gesetzliche Pensionsalter hinaus beträgt maximal ein Jahr. Sie ist nach denselben Modalitäten für einen einzigen weiteren Zeitraum von maximal einem Jahr erneuerbar.

Die gegenseitigen Rechte- einschließlich der Vergütung- und Pflichten der Mitglieder des Vorstands einerseits und der S.P.G.E. andererseits werden durch einen Vertrag zwischen den betreffenden Parteien geregelt.

Die Vorstandsmitglieder, die zum Zeitpunkt ihrer Ernennung bei ein anderen von der Region abhängenden Person öffentlichen Rechts in einem statutarischen Arbeitsverhältnis tätig sind, werden von Amts wegen für die Dauer des Mandats aufgrund eines Auftrags im Interesse der Öffentlichkeit beurlaubt.

§ 5. Die Regierung benennt die Mitglieder des Vorstands nach Abschluss des in den Paragraphen 5 bis 7 genannten Verfahrens.

Der Verwaltungsrat der S.P.G.E. legt der Regierung Folgendes zur Genehmigung vor:

1° eine Funktionsbeschreibung;

2° eine Mitteilung, die eine Definition der allgemeinen Verwaltungsaufgaben und der gemeinsamen und individuellen Ziele, die sowohl im Bereich der Verwaltung als auch der Strategie erreicht werden sollen, umfasst;

3° die Benennung der Mitglieder der Auswahljury, die zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts besteht und folgendermaßen zusammengesetzt ist:

a) der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats sowie der Vorsitzende des Vergütungsausschusses;

b) zwei externe Experten, die nicht zu den Mitgliedern der Ministerkabinette, der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen, die der Wallonischen Region unterstehen, genannten Einrichtungen von öffentlichem Interesse gehören, die eine mindestens zehnjährige Erfahrung im Zusammenhang mit dem erstellten Profil der Funktion vorweisen können und von der Regierung ernannt werden. Mindestens einer dieser beiden Experten weist insbesondere eine Erfahrung von zehn Jahren im Management oder im Bereich Personalressourcen auf;

c) ein Mitglied einer französischsprachigen belgischen Universität, dessen Fachgebiet mit der freien Stelle oder mit den Herausforderungen im Bereich Management oder Personalressourcen verbunden ist;

d) gegebenenfalls der oder die Generaldirektor(en) der Generaldirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, dessen/deren funktionale Zuständigkeiten mit den Aufgaben der Einrichtung verbunden sind, oder sein bzw. ihr Vertreter.

Im Vorschlag des Verwaltungsrats für die Jury ist festgelegt, welches der unter b) oder c) genannten Mitglieder der Jury deren Vorsitz führt.

§ 6. Der Vorstand veröffentlicht die öffentliche Ausschreibung für externe und interne Bewerbungen, welche mindestens Folgendes umfasst:

1° die Funktionsbeschreibung;

2° die Art und Weise der Einreichung der Bewerbungen und die letzte Frist;

3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungsnachweise;

4° die Modalitäten der Organisation von Prüfungen und die gewählten Auswahlkriterien;

5° die Dokumente, die die Bewerbung enthalten muss, um zulässig zu sein;

6° die Dienststelle, bei der die in Paragraph 5 Absatz 2 Ziffer 2 erwähnte Mitteilung und alle anderen nützlichen Informationen oder Dokumente zu erhalten sind;

7° die für das Mandat vorgeschlagene Vergütung und die Modalitäten für die Beendigung des Mandats.

§ 7. Die Auswahljury organisiert die Auswahlprüfungen, die es ihr ermöglichen, mithilfe der in Paragraph 6 Ziffer 4 genannten Auswahlkriterien die Fähigkeiten für Verwaltung und Organisation sowie die Persönlichkeit der Kandidaten einzuschätzen.

Auf Grundlage der Ergebnisse der Auswahlprüfungen erstellt die Auswahljury einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem die Fähigkeiten jedes Kandidaten angeführt sind und in dem die Kandidaten in zwei Kategorien eingestuft werden:

1° eine Kategorie "fähig";

2° eine Kategorie "unfähig".

Die Auswahljury übermittelt diesen Bericht der Regierung.

Auf Grundlage des Berichts der Jury benennt die Regierung die Mitglieder des Vorstands unter den Kandidaten, die von der Jury als fähig eingestuft wurden. Sie übermittelt die Benennung der S.P.G.E.

§ 8. Der Verwaltungsrat der S.P.G.E. beauftragt seinen Vergütungsausschuss damit, den Vorstand und seine Mitgliedern Folgendem zu unterziehen:

1° einer jährlichen Bewertung der Umsetzung der festgelegten Ziele für das vergangene Jahr

2° einer Zwischenbewertung, die in der Regel 30 Monate nach seiner Benennung erfolgt, sowie einer abschließenden Bewertung, die in der Regel 60 Monate nach seiner Benennung erfolgt, die sich beide auf die Umsetzung der in seiner Beschreibung der Funktion genannten Kompetenzen, die Erreichung der im Verwaltungsvertrag festgesetzten Ziele und der allgemeinen Verwaltungsaufgaben und der als Vorstand und als Mitglied des Vorstands zu erreichenden Ziele sowohl bezüglich der Verwaltung als auch der Strategie beziehen, welche in der in Paragraf 5 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Mitteilung angeführt sind.

Der Vergütungsausschuss kann externe Persönlichkeiten im Rahmen der Zwischenbewertung hinzuziehen und zieht für die abschließende Bewertung externe Persönlichkeiten hinzu. Die externen Persönlichkeiten verfügen über die in Paragraf 5 Absatz 2 Ziffer 3 b) genannte Erfahrung.

Wenn die Regierung zu der Einschätzung gelangt, dass die Situation oder der Ruf der S.P.G.E. dies erfordert, kann sie von sich aus eine Bewertung der Mitglieder des Vorstandes anfordern. Diese Bewertung erfolgt gemäß den Paragrafen 8, 9 und 10. Bei dieser Gelegenheit zieht der Verwaltungsrat externe Persönlichkeiten hinzu, die die in Paragraf 5 Absatz 2 Ziffer 3 b) genannten Bedingungen erfüllen. Im Falle einer negativen Bewertung kann die Regierung die Benennung der Mitglieder des Vorstands nach Stellungnahme des Verwaltungsrats beenden.

Die Zwischenbewertungen und abschließenden Bewertungen sind Gegenstand eines begründeten Berichts, der dem Vorstand per Einschreiben mit Rückschein übermittelt wird. Die Bewertung fällt positiv oder negativ aus.

Die Satzung der S.P.G.E. legt die Bewertungsverfahren und ihre Modalitäten fest.

§ 9. Der Vorstand oder einer seiner Mitglieder kann innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab Erhalt per Einschreiben eine Beschwerde beim Verwaltungsrat gegen seine negative Zwischenbewertung oder abschließende Bewertung einreichen. Andernfalls ist die Bewertung endgültig.

Im Falle einer Beschwerde durch den Vorstand oder eines seiner Mitglieder kann jenes Mitglied dem Verwaltungsrat innerhalb von zehn Tagen ab Übermittlung der Beschwerde die Gründe für die Anfechtung der Bewertung darlegen. Er kann eine Anhörung beantragen, welcher der Verwaltungsrat stattgibt, wenn sie beantragt wird.

Nach der Kenntnisnahme der Gründe für die Beschwerde kann der Verwaltungsrat die Bewertung abändern. Wenn die Bewertung trotz der Beschwerde negativ bleibt, werden die Beschwerde und ihre Begründungen in den Bewertungsbericht aufgenommen.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung seine Entscheidung, den Bewertungsbericht, gegebenenfalls die Beschwerde und ihre Begründungen und kann das Ende des Mandats des oder der Mitglieder des Vorstands vorschlagen.

§ 10. Die endgültigen Berichte über Zwischenbewertungen oder abschließende Bewertungen werden der Regierung vom Verwaltungsrat übermittelt.

Im Falle einer negativen Zwischenbewertung kann die Regierung die Benennung des Vorstands oder eines seiner Mitglieder vorzeitig beenden. Gegebenenfalls wird ein neues Verfahren zur Benennung des Vorstandes oder eines seiner Mitglieder eingeleitet.

Im Falle einer negativen abschließenden Bewertung endet die Benennung des Vorstandes oder eines seiner Mitglieder mit dem Ende der festgelegten Dauer. Ein neues Benennungsverfahren wird eingeleitet. Der ausscheidende Vorstand bzw. eines seiner Mitglieder, das ausscheidet, und der bzw. das Gegenstand der negativen abschließenden Bewertung war, darf an diesem neuen Verfahren nicht teilnehmen.

Der Vorstand oder seine Mitglieder, die eine positive abschließende Bewertung erhalten, können von der Regierung für einen Zeitraum von fünf Jahren verlängert werden, ohne dass es erforderlich ist, ein neues Benennungsverfahren einzuleiten.

Der Vorstand oder seine Mitglieder, die nach Ablauf des ersten Benennungszeitraums eine positive abschließende Bewertung erhalten, werden von Rechts wegen für einen weiteren Zeitraum von fünf Jahren verlängert, ohne dass es erforderlich ist, ein neues Benennungsverfahren einzuleiten.

§ 11. Es wird von Kapitel 1 von Titel 4 von Buch 7 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.

Abweichend von Artikel 7:141 § 1 und 7:172 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen ist der Vorstand für die Ausstellung von Kopien und Auszügen aus den Protokollen der Generalversammlung zuständig.

Abweichend von Artikel 7:28, 7:33, Absatz, 7:34, Absatz 2 und 7:74, Absätze 1 und 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen ist der Vorstand dafür für die Führung der Register der Wertpapiere und die Ausstellung von Auszügen aus diesem Register zuständig. "

Art. 8 - In Teil III Titel III Kapitel 1 Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird eine Unterteilung mit der Überschrift "C. Koordinierungsausschuss des Wassersektors" eingefügt.

Art. 9 - In die durch Artikel 8 eingefügten Unterteilung C wird ein Artikel D.334^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.334^{quater} - § 1. Innerhalb der S.P.G.E. wird ein Koordinierungsausschuss des Wassersektors eingerichtet.

§ 2. Der in Paragraf 1 genannte Koordinierungsausschuss setzt sich aus Mitgliedern zusammen, die vom Verwaltungsrat benannt werden und jeweils eine beschließende Stimme haben. Diese Mitglieder sind:

1° Vertreter der Verteiler mit je einem Vertreter für 100.000 Anschlüssen und höchstens drei Vertretern pro Verteiler;

2° ein Vertreter für jede der zugelassenen Sanierungseinrichtungen;

3° ein Vertreter eines Verteilers, der nicht auf der Grundlage von Ziffer 1 oder Ziffer 2 vertreten ist.

Die Vorstandsmitglieder der S.P.G.E. nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen des Ausschusses teil.

Experten können auch in beratender Funktion zu den Sitzungen des Koordinierungsausschusses eingeladen werden.

§ 3. Die Satzung der S.P.G.E. oder eine in Ausführung der Satzung verabschiedete Geschäftsordnung legt die Aufgaben und die Arbeitsweise des in Paragraf 1 genannten Ausschusses fest, darunter die Kriterien und Modalitäten, nach denen die Experten an den Arbeiten des Koordinierungsausschusses beteiligt werden. "

Art. 10 - In Teil III Titel III Kapitel 1 Abschnitt 1 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird eine Unterteilung mit der Überschrift "D. Kontrolle der Rechnungen" eingefügt.

Art. 11 - In die durch Artikel 10 eingefügten Unterteilung D wird ein Artikel D.334^{quinquies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.334^{quinquies} - § 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsmäßigkeit im Hinblick auf die Vorschriften und die Satzung der in dem Jahresabschluss festzustellenden Verrichtungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Regierung und der Generalversammlung übermittelt.

Zwei der Mitglieder des Kollegiums der Rechnungsprüfer werden von der Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt. Sie besitzen die Eigenschaft eines Kommissars-Revisors.

Das dritte Mitglied wird durch die Regierung auf Vorschlag des Rechnungshofs unter den Mitgliedern des Rechnungshofs ernannt. Er führt den Vorsitz im Kollegium.

Die Rechnungsprüfer werden für einen Zeitraum von drei Jahren benannt.

§ 2. Die Generalversammlung legt die Vergütung der Rechnungsprüfer fest. ”

Art. 12 - Artikel D.335 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.335 - Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die S.P.G.E. die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem Geschäftsführungsvertrag bestimmt, der für eine Dauer von fünf Jahren zwischen der Wallonischen Region und der S.P.G.E. abgeschlossen wird.

Die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen der Wallonischen Region und der S.P.G.E. im Rahmen ihrer Aufgabe des öffentlichen Dienstes sind im Geschäftsführungsvertrag festgelegt.

Die in diesem Rahmen mit der Wallonischen Region abgeschlossenen Protokolle und die Dokumente, in denen die Aufgaben festgelegt werden, die die Regierung der S.P.G.E. übertragen hat, sind dem Geschäftsführungsvertrag beigefügt. ”

Art. 13 - Artikel D.336 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel D.339 desselben Gesetzbuches wird das Wort “Gesellschaft” durch das Wort “S.P.G.E.” ersetzt. ”

Art. 15 - Im Titel von Unterabschnitt 6 wird das Wort “Gesellschaft” durch das Wort “S.P.G.E.” ersetzt ”.

Art. 16 - In Artikel D.344, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “, mit der S.P.G.E. einen geltenden Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung abgeschlossen haben” zwischen die Wortfolge “Interkommunale gegründet worden sein” und die Wortfolge “und insbesondere folgende Aufgaben zum Ziel haben” eingefügt;

2° in Ziffer 8 wird die Wortfolge “die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “die Abteilung Umwelt und Wasser des ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 17 - In Artikel D.345 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird wie folgt ersetzt:

“§ 1. Die S.P.G.E. gewährleistet die Ausführung ihrer Verpflichtungen in Verbindung mit ihrer Aufgabe der kollektiven Abwasserentsorgung, die in dem in Artikel 335 erwähnten Geschäftsführungsvertrag aufgeführt sind, entweder direkt oder durch Vergabe an Subunternehmen mittels eines mit den Sanierungseinrichtungen abgeschlossenen Dienstleistungsvertrags für die Klärung und Sammlung. Die S.P.G.E. hat ein dingliches Recht an den von ihr errichteten, renovierten oder betriebenen Anlagen der kollektiven Abwasserentsorgung. ”;

2° In Paragraph 2:

a) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung besteht aus einem für eine Frist von zwanzig Jahren abgeschlossenen Rahmenvertrag und wird durch Anwendungsverträge, die jeweils einen Zeitraum von fünf Jahren abdecken, näher bestimmt. Wird während dieses Fünfjahreszeitraums ein neuer Verwaltungsvertrag geschlossen, so wird der derzeitige Anwendungsvertrag durch einen neuen Anwendungsvertrag ersetzt und tritt automatisch außer Kraft - spätestens sechs Monate nach Inkrafttreten des neuen Verwaltungsvertrags. Tritt ein neuer Verwaltungsvertrag bei Ablauf des vorhergehenden Vertrags nicht in Kraft, so werden der geltende Rahmenvertrag und der geltende Anwendungsvertrag um sechs Monate verlängert. Wenn bei Ablauf des gegebenenfalls verlängerten Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag in Kraft getreten ist, gelten der Rahmenvertrag und der Anwendungsvertrag, die derzeit in Kraft sind, bis zum Inkrafttreten des neu abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags. ”;

b) in Absatz 4 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

“3° die Delegationen, Verantwortlichkeiten und Vollmachten, die der Sanierungseinrichtung erteilt wurden, um die Bauaufsicht im Namen und für Rechnung der S.P.G.E. zu übernehmen.<usb>”;

c) in Absatz 4 wird die Wortfolge “Die Nachträge” durch die Wortfolge “Die Durchführungsverträge” ersetzt;

d) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 4 und 5 eingefügt:

“Die Liste der Bauwerke gemäß dem Absatz 4 Ziffer 1 und 2 wird jährlich durch Zusatzverträge aktualisiert. ”;

e) In Absatz 5 werden die Worte “des Nachtrags” und “Nachtrags” durch die Worte “des Anwendungsvertrags” und “Anwendungsvertrags” ersetzt.

3° die Paragraphen 5 und 7 werden aufgehoben.

KAPITEL 2 — Änderungen in Bezug auf die S.W.D.E.

Art. 18 - In Artikel D.346 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “mit beschränkter Haftung” aufgehoben;

2° Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 19 - In Artikel D.347 Absatz 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird das Wort "Teilhabers" durch das Wort "Aktionärs" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel D.348 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "mit beschränkter Haftung" aufgehoben;

2° In Absatz 2 wird das Wort "Teilhaber" durch das Wort "Aktionärs" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 und des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich" durch die Wortfolge "des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches" ersetzt.

4° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf die Gründung und Änderung der Gesellschaft sowie die Haftung der Gründer wird von den Artikeln 2:5, §§ 1 und 4, Absatz 1, 6:12, 6:13, 6:16 und 6:17 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

5° in Absatz 5 wird die Wortfolge "395, 398 und 399 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wortfolge "6:8, 6:9, 6:10 et 6:110 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

6° Absatz 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf die Ausgabe neuer Aktien wird von den Artikeln 6:108, § 1, Absatz 2, und 6:109 bis 6:112 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

7° Absatz 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf die Finanzierung des Erwerbs von Aktien der Gesellschaft durch Dritte wird von Artikel 6:118 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

8° Absatz 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf die Aufnahme, des Rücktritts und des Ausschlusses von Aktionären wird von den Artikeln 6:105 bis 6:108, 6:120 bis 6:122 und 6:123 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

9° Absatz 9 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf die Verpflichtungen der Aktionäre wird von den Artikeln 6:15 und 6:40 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

10° es werden sechs Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen Absätze 9 und 10 eingefügt:

"In Bezug auf die Verwaltung, Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft wird von den Artikeln 6:58, 6:59, 6:61 und 6:67 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.

In Bezug auf die Haftung von Führungskräften wird von Artikel 2:56 Absatz 2 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.

In Bezug auf die Auflösung und Auszahlung wird zusätzlich zu den Bestimmungen in Artikel D.350 von den Artikeln 2:70 bis 2:108, 6:119 und 6:125 bis 6:128 des Gesetzbuches über Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.

Abweichend von den Artikeln 6:63, 6:79 und 6:102 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen ist der Vorstand für die Ausstellung von Kopien und Auszügen der Protokolle des Verwaltungsrats und der Generalversammlung zuständig.

Abweichend von Artikel 6:24 Absatz 2, Artikel 6:27 Absatz 1, Artikel 5 und 6, Artikel 6:28 Absatz 2, Artikel 6:50, Absätze 2 und 3, Artikel 6:108, § 2, Absatz 3, Artikel 6:120, § 2 und Artikel 6:123 § 4 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen ist der Vorstand dafür zuständig, das Register der Wertpapiere zu führen und Auszüge aus diesem Register aushändigen.";

11° in Absatz 10 wird das Wort "Aufgaben" durch das Wort "Sonderaufträge" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel D.349 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Handelsgesellschaften" durch das Wort "Genossenschaften" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Satzung sowie alle Änderungen dieser Satzung werden von der Generalversammlung mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen beschlossen. Diesbezüglich wird von Artikel 6:85 und 6:86 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen abgewichen.";

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Die Satzung der Gesellschaft und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.".

Art. 22 - In Artikel D.351 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "Teilhaber" und "Teilhabers" werden jedes Mal durch die Wörter "Aktionär" und "Aktionärs" ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird das Wort "société" jeweils durch das Wort "Société" ersetzt.

Art. 23 - in der französischen Fassung wird in Artikel D.353 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, das Wort "société" jedes Mal durch das Wort "Société" ersetzt."

Art. 24 - Artikel D.354 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung wird das Wort "société" jedes Mal durch das Wort "Société" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen der Wallonische Region und der Gesellschaft im Rahmen ihrer Aufgabe des öffentlichen Dienstes sind im Geschäftsführungsvertrag festgelegt. Die in diesem Rahmen mit der Wallonischen Region abgeschlossenen Protokolle und die Dokumente, in denen die Aufgaben festgelegt werden, die die Regierung der Gesellschaft übertragen hat, sind dem Geschäftsführungsvertrag beigelegt.".

Art. 25 - Artikel D.361 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Teilhaber" wird durch das Wort "Aktionäre" ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird das Wort "société" jeweils durch das Wort "Société" ersetzt.

Art. 26 - Artikel D.363 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, erhält folgende Fassung:

"Art. D.363 - § 1. Die Gesellschaft kann sich direkt oder indirekt an belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat entscheidet mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen über jede Beteiligung.

§ 3. Beschließt die Gesellschaft, Aktien gemäß Paragraf 1 anzunehmen oder zu verkaufen, so unterrichtet sie den Ministerpräsidenten der Regierung, den Aufsichtsminister und den Haushaltsminister durch Einschreiben mit Rückschein. Die Regierung verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um Einspruch dagegen zu erheben.

In Ermangelung dessen gilt die Entscheidung als genehmigt.

§ 4. Statutarische Personalmitglieder der Gesellschaft, können beurlaubt werden, um eine Aufgabe in den Gesellschaften, Vereinigungen und Institutionen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, wahrzunehmen. Der Urlaub wegen Sonderauftrag wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

§ 5. Wenn die Gesellschaft beschließt, eine Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, an der sie beteiligt ist, bei der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes mit einzubeziehen, muss die direkte oder indirekte Beteiligung öffentlicher Aktionäre an dieser Gesellschaft kumulativ zwei Bedingungen erfüllen: Sie muss 50 % des Kapitals überschreiten und der Definition der qualifizierten Beteiligung entsprechen gemäß Artikel 2 Ziffer 22 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters.

Jegliche Abtretung von Aktien am Kapital, die zur Folge hätte, dass in Absatz 1 erwähnte direkte oder indirekte Beteiligung der öffentlichen Aktionäre 50% nicht mehr überschreiten würde, ist von Rechts wegen nichtig, wenn diese Beteiligung innerhalb einer dreimonatigen Frist ab der besagten Abtretung nicht wieder auf mehr als 50% mittels einer durch die öffentlichen Aktionäre völlig oder teilweise gezeichneten Kapitalaufstockung erhöht wird. Während dieser Frist hat die Abtretung keine Wirkung, solange die mit der Beteiligung verbundene Bedingung nicht erfüllt ist.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragrafen sind unter dem Begriff "öffentlicher Aktionär" die Wallonische Region zu verstehen, die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die ihrer direkten oder indirekten Kontrolle unterliegen, sowie der Kontrolle durch den Föderalstaat, andere Regionen oder belgische Gemeinden. "

Art. 27 - In Artikel D.364 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Teilhaber" wird jeweils durch das Wort "Aktionär" ersetzt;

2° das Wort "Gesellschaftsanteile" wird durch das Wort "Aktien" ersetzt;

Art. 28 - Die Überschrift von Abschnitt 6 von Kapitel II desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Verwaltung und Vertretung".

Art. 29 - In Teil III Titel III Kapitel II Abschnitt 6 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° es wird ein Unterabschnitt 1 mit dem Titel "Allgemeines" eingefügt; 2° Unterabschnitt 1 wird in Unterabschnitt 1/1 unnummeriert.

Art. 30 - In den durch Artikel 29 eingefügten Unterabschnitt 1 wird ein Artikel D.364bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.364bis - § 1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat und einem Vorstand verwaltet.

§ 2. Unbeschadet von Sonderaufträgen wird die Gesellschaft für alle Handlungen gegenüber Dritten, einschließlich vor Gericht, rechtmäßig vertreten durch:

1° den Vorsitzenden oder, im Falle einer Verhinderung, den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

2° zwei gemeinsam handelnde Verwalter;

3° ein einzeln handelndes Mitglied des Vorstands. "

Art. 31 - Artikel D.365 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, erhält folgende Fassung:

"Art. D.365 - § 1. Unbeschadet der Handlungen, die das Gesetz, das Dekret oder die Satzung der Generalversammlung vorbehalten, ist der Verwaltungsrat zuständig für:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik und der Strategie der Gesellschaft, die Folgendes umfasst:

a) die Identifizierung und Überwachung strategischer Herausforderungen und damit verbundener Risiken mit der die Gesellschaft konfrontiert ist;

b) die Verabschiedung der jährlichen Finanzierungs- und Haushaltspläne;

c) die Festlegung der Finanzpolitik, die Genehmigung der Kreditaufnahme und Ausgabe von Schuldverschreibungen;

d) die Festlegung der Investitionspolitik und die Verabschiedung von Arbeitsprogrammen;

e) die Festlegung der Tarife für Leistungen, die zum öffentlichen Auftrag der Gesellschaft gehören, und zwar außerhalb von Sonderverträgen;

f) die Festlegung des tatsächlichen Kostenpreises für die Versorgung (TKV)

g) die Nachverfolgung der Koordination der Herausforderungen des Sektors;

2° der Abschluss des Verwaltungsvertrags mit der Wallonischen Regierung;

- 3° die Beaufsichtigung und Kontrolle der operativen Verwaltung, die vom Vorstand gewährleistet wird;
- 4° die Schaffung neuer Aktien, die Erhöhung des Eigenkapitals und die Aufnahme eines neuen Aktionärs;
- 5° die Prüfung von Rücktrittsgesuchen oder Vorschlägen zum Ausschluss eines Aktionärs, über die er der Generalversammlung Bericht erstattet. Er legt die Höhe des Austrittsanteils fest;
- 6° das Eingehen jeglicher Beteiligungen gemäß Artikel D.363 sowie Benennung der Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, Vereinigungen und Einrichtungen, an denen sie beteiligt ist, und Kontrolle dieser Vertreter;
- 7° die Einberufung der Generalversammlung und die Festlegung ihrer Tagesordnung;
- 8° die jährliche Vorlage eines Berichts an die Generalversammlung über den Stand der Beteiligungen, wie sie in Artikel D.363 genannt sind;
- 9° die Erstellung des Jahresabschlusses und seines Geschäftsberichts sowie deren Mitteilung gemäß Artikel D.380;
- 10° die Verabschiedung und Abänderung ihrer Geschäftsordnung;
- 11° der Vorschlag an die Generalversammlung zur Annahme oder Änderung ihrer Geschäftsordnung;
- 12° die Genehmigung der Geschäftsordnungen des Vorstandes und der Betriebsräte;
- 13° den Abschluss von Vereinbarungen mit den in Artikel D.370 genannten Mitgliedern des Vorstands;
- 14° die Verabschiedung allgemeiner Bestimmungen in Bezug auf das Personal;
- 15° die Beauftragung, die Vergabe, der Verzicht oder die Kündigung von öffentlichen Aufträgen mit strategischem Charakter nach den von ihm festgelegten Kriterien und innerhalb der von ihm festgelegten Grenzen;
- 16° sämtliche Entscheidungen strategischer Art, die der Vorstand beschließt, ihm vorzulegen, oder die der Verwaltungsrat übernimmt, darunter auch solche, die sich erheblich auf die Stabilität oder die Entwicklung der Gesellschaft auswirken können;
- 17° die Handlungen, die durch das Gesetz oder das Dekret unbeschadet des vorliegenden Artikels ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

§ 2. In Bezug auf Paragraph 1, Ziffer 3 der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten. ”.

Art. 32 - Artikel D.366 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, erhält folgende Fassung:

”Art. D.366 - § 1. Unbeschadet der Anwendung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters besteht der Verwaltungsrat aus vierzehn Mitgliedern, die von der Regierung für eine Amtszeit von fünf Jahren ernannt werden.

Von den Verwaltungsratsmitgliedern sind vier Mitglieder des S.P.G.E.-Verwaltungsrats.

Zwei Kommissare der Regierung nehmen an allen Sitzungen des Verwaltungsrats teil.

§ 2. Unter den Verwaltungsratsmitgliedern, die sie ernennt, bestimmt die Regierung einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

In der Satzung können zusätzliche Regeln für die Zusammensetzung des Verwaltungsrats und die jeweiligen Befugnisse des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden festgelegt werden.

Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Das Verwaltungsratsmitglied, das unter den vier Mitgliedern des Verwaltungsrats der S.P.G.E. aufgeführt ist und diesem Organ nicht mehr angehört, gilt als von Rechts wegen rücktretend ausscheidend und sitzt nicht mehr im Verwaltungsrat der Gesellschaft.

§ 4. Die Beratungen und die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst, vorbehaltlich der in der Satzung, dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen oder dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Ausnahmen. ”.

Art. 33 - In Artikel D.367 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird in Paragraph 1 die Wortfolge ”andere Beschränkungen, die durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder in der Satzung der Gesellschaft vorgesehen sind” ersetzt durch ”gesetzliche und dekretale Verpflichtungen sowie die Satzung”.

Art. 34 - Artikel D.368 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird durch das Folgende ersetzt:

”Art. D.368 - Der Vorstand besteht aus maximal vier Mitgliedern, einschließlich seines Vorsitzenden. Letzterer ist auch der Vorsitzende des Vorstands der S.P.G.E.

Er ist mit der operativen Verwaltung der Gesellschaft beauftragt, die die tägliche Geschäftsführung, die Vorbereitung und Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats sowie alle Handlungen umfasst, die für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind und nicht per Gesetz oder Dekret der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Unter Vorbehalt der Vollmachten, die er seinen Mitgliedern erteilt, erfolgen die Beratungen des Vorstands kollegial.

Der Vorstand kann die ihm zugewiesenen Befugnisse gemäß den in der Satzung festgelegten Modalitäten und Bedingungen an Personalmitglieder übertragen.

Außer in Fällen von Interessenkonflikten wohnen die Vorstandsmitglieder den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Der Vorstand berichtet dem Verwaltungsrat regelmäßig über seine operative Verwaltung. ”.

Art. 35 - Artikel D.369 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird durch das Folgende ersetzt:

”Art. D.369 - § 1. Die Mitglieder des Vorstands werden für eine Dauer von fünf Jahren benannt.

Wird ein Mitglied des Vorstands weniger als fünf Jahre vor dem gesetzlichen Pensionsalter benannt, so endet sein Amt an dem Tag, an dem es das gesetzliche Pensionsalter erreicht.

Die Regierung kann seine Benennung auf Antrag des Vorstandsmitglieds an den Verwaltungsrat über das gesetzliche Pensionsalter hinaus verlängern.

Die Verlängerung seiner Benennung über das gesetzliche Pensionsalter hinaus beträgt maximal ein Jahr. Sie ist nach denselben Modalitäten für einen einzigen weiteren Zeitraum von maximal einem Jahr erneuerbar.

§ 2. Die Regierung benennt die Mitglieder des Vorstands nach Abschluss des in den Paragraphen 2 bis 4 genannten Verfahrens.

Der Verwaltungsrat legt der Regierung Folgendes zur Genehmigung vor:

- 1° eine Funktionsbeschreibung;
- 2° eine Mitteilung, die eine Definition der allgemeinen Verwaltungsaufgaben und der gemeinsamen und individuellen Ziele, die sowohl im Bereich der Verwaltung als auch der Strategie erreicht werden sollen, umfasst;
- 3° die Benennung der Mitglieder der Auswahljury, die zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts besteht und folgendermaßen zusammengesetzt ist:
 - a) der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats sowie der Vorsitzende des Vergütungsausschusses;
 - b) zwei externe Experten, die nicht zu den Mitgliedern der Ministerkabinette, der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen, die der Wallonischen Region unterstehen, genannten Einrichtungen von öffentlichem Interesse gehören, die eine mindestens zehnjährige Erfahrung im Zusammenhang mit dem erstellten Profil der Funktion vorweisen können und von der Regierung ernannt werden. Mindestens einer dieser beiden Experten weist insbesondere eine Erfahrung von zehn Jahren im Management oder im Bereich Personalressourcen auf;
 - c) ein Mitglied einer französischsprachigen belgischen Universität, dessen Fachgebiet mit der freien Stelle oder mit den Herausforderungen im Bereich Management oder Personalressourcen verbunden ist;
 - d) gegebenenfalls der oder die Generaldirektor(en) der Generaldirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, dessen/deren funktionale Zuständigkeiten mit den Aufgaben der Einrichtung verbunden sind, oder sein bzw. ihr Vertreter.

Im Vorschlag des Verwaltungsrats für die Jury ist festgelegt, welches der unter b) oder c) genannten Mitglieder der Jury deren Vorsitz führt.

§ 3. Der Vorstand veröffentlicht die öffentliche Ausschreibung für externe und interne Bewerbungen, welche mindestens Folgendes umfasst:

- 1° die Funktionsbeschreibung;
- 2° die Art und Weise der Einreichung der Bewerbungen und die letzte Frist;
- 3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungsnachweise;
- 4° die Modalitäten der Organisation von Prüfungen und die gewählten Auswahlkriterien;
- 5° die Dokumente, die die Bewerbung enthalten muss, um zulässig zu sein;
- 6° die Dienststelle, bei der die in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 2 erwähnte Mitteilung und alle anderen nützlichen Informationen oder Dokumente zu erhalten sind;
- 7° die für das Mandat vorgeschlagene Vergütung und die Modalitäten für die Beendigung des Mandats.

§ 4. Die Auswahljury organisiert die Auswahlprüfungen, die es ihr ermöglichen, mithilfe der in Paragraph 3 Ziffer 4 genannten Auswahlkriterien die Fähigkeiten für Verwaltung und Organisation sowie die Persönlichkeit der Kandidaten einzuschätzen.

Auf Grundlage der Ergebnisse der Auswahlprüfungen erstellt die Auswahljury einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem die Fähigkeiten jedes Kandidaten angeführt sind und in dem die Kandidaten in zwei Kategorien eingestuft werden:

- a) Die Kategorie "fähig";
- b) Die Kategorie "unfähig".

Die Auswahljury übermittelt diesen Bericht der Regierung.

Auf Grundlage des Berichts der Jury benennt die Regierung die Mitglieder des Vorstands unter den Kandidaten, die von der Jury als fähig eingestuft wurden. Er leitet die Benennung an der SWDE weiter.

§ 5. Der Verwaltungsrat beauftragt seinen Vergütungsausschuss damit, den Vorstand und seine Mitgliedern Folgendem zu unterziehen:

- 1° einer jährlichen Bewertung der Umsetzung der festgelegten Ziele für das vergangene Jahr
- 2° einer Zwischenbewertung, die in der Regel 30 Monate nach seiner Benennung erfolgt, sowie einer abschließenden Bewertung, die in der Regel 60 Monate nach seiner Benennung erfolgt, die sich beide auf die Umsetzung der in seiner Beschreibung der Funktion genannten Kompetenzen, die Erreichung der im Verwaltungsvertrag festgesetzten Ziele und der allgemeinen Verwaltungsaufgaben und der als Vorstand und als Mitglied des Vorstands zu erreichenden Ziele sowohl bezüglich der Verwaltung als auch der Strategie beziehen, welche in der in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Mitteilung angeführt sind.

Der Vergütungsausschuss kann externe Persönlichkeiten im Rahmen der Zwischenbewertung hinzuziehen und zieht für die abschließende Bewertung externe Persönlichkeiten hinzu. Die externen Persönlichkeiten verfügen über die in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 3 b genannte Erfahrung.

Wenn die Regierung zu der Einschätzung gelangt, dass die Situation oder der Ruf der S.W.D.E. dies erfordert, kann sie von sich aus eine Bewertung der Mitglieder des Vorstandes anfordern. Diese Bewertung erfolgt gemäß den Paragraphen 5 bis 7. Bei dieser Gelegenheit zieht der Verwaltungsrat externe Persönlichkeiten hinzu, die die in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 3 b genannten Bedingungen erfüllen. Im Falle einer negativen Bewertung kann die Regierung die Benennung des oder der Mitglieder des Vorstands nach Stellungnahme des Verwaltungsrats beenden.

Die Zwischenbewertungen und abschließenden Bewertungen sind Gegenstand eines begründeten Berichts, der dem Vorstand per Einschreiben mit Rückschein übermittelt wird. Die Bewertung fällt positiv oder negativ aus.

Die Satzung der Einrichtung legt die Bewertungsverfahren und ihre Modalitäten fest.

§ 6. Der Vorstand oder einer seiner Mitglieder kann innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab Erhalt per Einschreiben eine Beschwerde beim Verwaltungsrat gegen seine negative Zwischenbewertung oder abschließende Bewertung einreichen. Andernfalls ist die Bewertung endgültig.

Im Falle einer Beschwerde durch den Vorstand oder eines seiner Mitglieder kann jenes Mitglied dem Verwaltungsrat innerhalb von zehn Tagen ab Übermittlung der Beschwerde die Gründe für die Anfechtung der Bewertung darlegen. Er kann eine Anhörung beantragen, welcher der Verwaltungsrat stattgibt, wenn sie beantragt wird.

Nach der Kenntnisnahme der Gründe für die Beschwerde kann der Verwaltungsrat die Bewertung abändern. Wenn die Bewertung trotz der Beschwerde negativ bleibt, werden die Beschwerde und ihre Begründungen in den Bewertungsbericht aufgenommen.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung seine Entscheidung, den Bewertungsbericht, gegebenenfalls die Beschwerde und ihre Begründungen und kann das Ende des Mandats des oder der Mitglieder des Vorstands vorschlagen.

§ 7. Die endgültigen Berichte über Zwischenbewertungen oder abschließende Bewertungen werden der Regierung vom Verwaltungsrat übermittelt.

Im Falle einer negativen Zwischenbewertung kann die Regierung die Benennung des Vorstands oder eines seiner Mitglieder vorzeitig beenden. Gegebenenfalls wird ein neues Verfahren zur Benennung des Vorstandes oder eines seiner Mitglieder eingeleitet.

Im Falle einer negativen abschließenden Bewertung endet die Benennung des Vorstands oder eines seiner Mitglieder mit dem Ende der festgelegten Dauer. Ein neues Benennungsverfahren wird eingeleitet. Der ausscheidende Vorstand bzw. eines seiner Mitglieder, das ausscheidet, und der bzw. das Gegenstand der negativen abschließenden Bewertung war, darf an diesem neuen Verfahren nicht teilnehmen.

Der Vorstand oder seine Mitglieder, die eine positive abschließende Bewertung erhalten, können von der Regierung für einen Zeitraum von fünf Jahren verlängert werden, ohne dass es erforderlich ist, ein neues Benennungsverfahren einzuleiten.

Der Vorstand oder seine Mitglieder, die am Ende der ersten Benennung eine positive abschließende Bewertung erhalten, werden von Rechts wegen für einen weiteren Zeitraum von fünf Jahren verlängert, ohne dass es erforderlich ist, ein neues Benennungsverfahren einzuleiten. "

Art. 36 - In Artikel D.370 § 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Satz "Beim Abschluss dieser Vereinbarung wird die Gesellschaft durch den Verwaltungsrat vertreten" aufgehoben.

2° Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 37 - In Artikel D.371 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "société" durch das Wort "Société" ersetzt

2° in Absatz 3 Wort "Teilhaber" durch das Wort "Aktionär" ersetzt;

3° In Absatz 5 wird das Wort "Teilhaber" durch das Wort "Aktionäre" ersetzt;

Art. 38 - In Artikel D.372 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Teilhaber" durch das Wort "Aktionäre" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird in der französischen Fassung das Wort "Conseil" jeweils durch das Wort "conseil" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel D.377 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird in der französischen Fassung das Wort "société" durch das Wort "Société" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel D.379 § 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 4 wird die Wortfolge "der Rechnungsprüfer" zwischen den Wörtern "Kollegium" und "den" eingefügt und das Wort "Gesellschaftsgesetzbuch" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° In Absatz 5 wird die Wortfolge "unter den Mitgliedern des Rechnungshofs auf dessen Vorschlag. Er führt den Vorsitz im Kollegium" werden nach dem Wort "Regierung" eingefügt;

3° Absatz 6 wird aufgehoben.

Art. 41 - In Artikel D.380 § 1 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Regeln für die Verteilung des Ergebnisses werden in der Satzung festgehalten. Jedoch ist die Ausschüttung von Dividenden an die Aktionäre nicht erlaubt. "

Art. 42 - In Teil III Titel III Kapitel II desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Abschnitt 9 durch folgende Überschrift ersetzt: "Eigenkapital".

Art. 43 - Artikel D.382 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. D.382 - Die Gesellschaft kann Aktien verschiedener Klassen ausgeben.

Die kommunalen Aktionäre stellen zu jeder Zeit mindestens fünfzig Prozent des Kapitals plus einen Anteil dar.

Unabhängig vom Anteil der Einlagen der verschiedenen Parteien zur Bildung des Eigenkapitals verfügen die kommunalen Aktionäre immer gemeinsam über die Mehrheit der Stimmen in der Generalversammlung.

Die Grundkapitalanteile dürfen nicht abgetreten werden. Die anderen Aktien eines Aktionärs dürfen nur an einen anderen Aktionär abgetreten werden. "

Art. 44 - Artikel D.383 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 45 - In Artikel D.383bis desselben Gesetzbuches, der durch das Dekret vom 23. Juni 2016 eingefügt wurde, wird das Wort "S.W.D.E" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel D.385 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird aufgehoben;

2° in Paragraf 2 wird Absatz 3 gestrichen.

Art. 47 - Artikel D.388 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird aufgehoben.

Art. 48 - Artikel D.389 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird aufgehoben.

Art. 49 - In Artikel D.391, § 5 desselben Gesetzbuches werden in der französischen Fassung die Wörter "de l'association" gestrichen.

KAPITEL 3 — *Haushaltsbestimmung*

Art. 50 - In Artikel D.288 § 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 wird eine Ziffer 23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"23° die Finanzierung und Zuschüsse an der S.P.G.E. für die Erfüllung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes".

KAPITEL 4 — *Verschiedene Änderungen*

Art. 51 - In Artikel D.2 Ziffer 33 desselben Gesetzbuches wird nach der Wortfolge "jede Verarbeitung in diesen Betrieben" die Wortfolge "es sei denn, der Lieferant und der Lebensmittelbetrieb vereinbaren ausdrücklich eine Versorgung mit Wasser, das nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmt ist" ergänzend eingefügt.

Art. 52 - In Artikel 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird Ziffer 3 1) aufgehoben.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 53 - Bis zu ihrer nächsten jeweiligen vollständigen Erneuerung durch die Regierung bleiben die Verwaltungsräte von S.P.G.E. und S.W.D.E. gemäß den Regeln vor Inkrafttreten dieses Dekrets rechtsgültig gebildet.

Die Regierung kann beschließen, die Verwaltungsräte von S.P.G.E. und S.W.D.E. gleichzeitig vollständig zu erneuern. In diesem Fall wird das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder, die am Tag des Inkrafttretens dieses Dekrets Mitglieder des Verwaltungsrates der S.P.G.E. oder der S.W.D.E. sind, unbeschadet der Regeln, die durch oder aufgrund des Gesetzes, des Dekrets oder der Satzung in Bezug auf Rücktritt, Abberufung, Unvereinbarkeiten oder andere Gründe für die Beendigung des Mandats vorgesehen sind, von Rechts wegen gegebenenfalls verkürzt oder verlängert, um bei der gleichzeitigen vollständigen Neubesetzung zu enden.

Art. 54 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 13. Dezember 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastruktur
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1442 (2023-2024) Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 13. Dezember 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/001581]

13 DECEMBRE 2023. — Besluit tot wijziging van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, met betrekking tot de governance van de watersector en tot aanpassing van de wettelijke regelingen van de "S.W.D.E." (Waalse watermaatschappij) en de S.P.G.E." "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer) aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen met betrekking tot de "S.P.G.E."*.

Artikel 1. In artikel D.331 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

§ 1. Er wordt een vennootschap opgericht met de naam "Société publique de gestion de l'eau", afgekort "S.P.G.E.". "

Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is van toepassing op de "S.P.G.E.", onverminderd de bepalingen van deze afdeling en voor zover dit HOOFDSTUK daarvan niet afwijkt wegens het openbare karakter van de "S.P.G.E.". De "S.P.G.E." is een vennootschap in de zin van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 2:56, lid 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is niet van toepassing op de aansprakelijkheid van bestuurders. ";

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in paragraaf 3, wordt het woord "Maatschappij" vervangen door het woord "S.P.G.E."

4° in paragraaf 4, wordt het woord "Maatschappij" vervangen door het woord "S.P.G.E."

5° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel D.332 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 november 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt:

a) in het eerste lid wordt het woord "Maatschappij" vervangen door het woord "S.P.G.E.";

b) punt 2° wordt vervangen door wat volgt :

"2° tussen te komen in de operaties die deel uitmaken van de watercyclus en de coördinatie van deze operaties en de implementatie van synergieën bevorderen, met de mogelijkheid om sectorale samenwerkingsplatforms en gedeelde dienstencentra te implementeren, waarbij gestreefd wordt naar de optimalisatie en harmonisatie van de activiteiten in de watersector in het Waals Gewest;"

2° in paragraaf 2 wordt:

a) in het eerste lid worden de woorden "en onverminderd artikel 21 van de wet van 2 april 1962" opgeheven

b) in het eerste lid wordt het woord "Maatschappij" vervangen door het woord "S.P.G.E.";

c) punt 5° wordt vervangen door wat volgt :

"5° de nodige studies uit te voeren om het beheer van de waterkringloop te verbeteren door de convergentie tussen producenten, verdelers en saneringsinstellingen te identificeren en te bevorderen;"

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. De "S.P.G.E." kan rechtstreeks of onrechtstreeks participeren in Belgische of buitenlandse publiek of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen en instellingen, met inbegrip van de oprichting van filialen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met hun doel.

Wanneer de S.P.G.E. besluit bedrijven als bedoeld in lid 1 te verwerven of af te stoten, stelt zij de Minister-President van de Regering, de verantwoordelijke minister en de minister van Begroting daarvan per aangetekende brief met ontvangstbevestiging in kennis. De Regering beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van deze beslissing, om haar opmerkingen kenbaar te maken of zich daartegen te verzetten.

Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht te zijn goedgekeurd. "

Art. 3. Artikel D.333 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 november 2021 wordt vervangen als volgt:

"Art. D.333. § 1. Het bij de oprichting van de "S.P.G.E." geplaatst kapitaal wordt vastgesteld op 24.789.352,48 euro.

Het kan verhoogd worden, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de statuten. De regering keurt de kapitaalverhogingen goed.

De "S.P.G.E." kan in verschillende aandelen categorieën voorzien en preferente dividenden toewijzen aan één of meer van deze categorieën. Deze preferente dividenden mogen niet hoger zijn dan het jaarlijkse daggemiddelde van de OLO-rente op 10 jaar plus 2 procent.

Ze kan bovendien in winstdelende aandelen voorzien, waarop de oprichters al dan niet inschrijven.

Ze kan tenslotte ook in aandelen met of zonder stemrecht voorzien.

§ 2. Mogen aandeelhouders zijn van de "S.P.G.E." :

1° het Waalse Gewest;

2° de "Société de financement des eaux";

3° de door de Regering erkende financiële instellingen;

4° de waterverdelers;

5° De erkende saneringsinstelling.

§ 3. De openbare aandeelhouders vormen minimum 75 % van het kapitaal plus één aandeel.

§ 4. Een recht van voorkoop op de afgestane aandelen wordt toegekend aan de "Société de financement des eaux". Als de bedoelde maatschappij dit recht geheel of gedeeltelijk niet uitoefent, wordt het toegekend aan de "S.W.D.E.". Als deze dit recht van voorkoop geheel of gedeeltelijk op de blijvende aandelen niet uitoefent, wordt het toegekend aan het Waalse Gewest.

§ 5. Elke afstand wordt ter beslissing voorgelegd aan de Raad van bestuur die met eenparigheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden beslist. Bij gebrek aan overeenstemming binnen de Raad van bestuur wordt de vraag verwezen naar de algemene Vergadering waar de beslissing tot afstand met een gekwalificeerde meerderheid van 75 % van de vertegenwoordigde aandelen wordt getroffen. Zonder goedkeuring is de afstand verboden.

§ 6. Een afstand die wordt gemaakt met veronachtzaming van de paragrafen 4 en 5 kan niet worden afgedwongen tegen S.P.G.E. of een derde partij.

§ 7. De aandeelhouder die de in § 2 bedoelde voorwaarden niet meer vervult, moet de aandelen van de "S.P.G.E." die hij bezit afstaan tegen een door de deskundige mede te delen bepaalde prijs. Deze aandelen worden voorgesteld aan de verschillende openbare aandeelhouders, overeenkomstig de in § 4 bedoelde volgorde van voorkoop.

Als de aandeelhouder een rechtspersoon is, kunnen zijn aandeelhouders vóór de uitoefening van het recht van voorkoop bedoeld in § 4 een percentage van de afgestane aandelen bij voorkeur verkrijgen dat maximum gelijk is aan het percentage dat ze binnen de "S.P.G.E." bezitten dankzij hun deelneming in de rechtspersoon. "

Art. 4. In Deel III, Titel III, hoofdstuk 1, Afdeling 1, Onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt "B. Onverenigbaarheden" vervangen door "B. Raad van bestuur en directiecomité".

Art. 5. Artikel D.334 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.334. De "S.P.G.E." wordt bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité.

Het lidmaatschap van de Raad van Bestuur of van het Directiecomité is onverenigbaar met de uitoefening van een functie die zijn onafhankelijkheid bij de uitoefening van zijn opdrachten binnen de "S.P.G.E." en bij de uitvoering van het beheerscontract in het gedrang kan brengen.

Onverminderd bijzondere volmachten wordt de "S.P.G.E." voor alle handelingen jegens derden, met inbegrip van gerechtelijke procedures, rechtsgeldig vertegenwoordigd door :

1° de Voorzitter of, bij diens verhindering, de ondervoorzitter van de Raad van Bestuur;

2° twee gezamenlijk handelende bestuurders;

3° door een individueel handelend lid van het directiecomité. "

Art. 6. Artikel D.334 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

Art. D.334 bis: § 1. Onverminderd de handelingen die de wet, het decreet of de statuten voorbehouden aan de algemene vergadering, is de raad van bestuur bevoegd voor:

1° het bepalen van het algemene beleid en de strategie van de "S.P.G.E.", met inbegrip van :

a) het identificeren en de opvolging van de strategische uitdagingen en bijbehorende risico's voor "S.P.G.E.";

b) de aanneming, de opvolging en de bijwerking van het financiële plan van de "S.P.G.E." ;

c) de aanneming en de opvolging van het financieel beleid , d.w.z. leningen en obligatie-uitgiftes goedkeuren;

d) de aanneming en opvolging, na overleg met het Waals Gewest, van beschermings- en investeringsprogramma's en de bijbehorende financiële middelen;

e) het vaststellen van tarieven voor diensten die worden geleverd als onderdeel van de openbare opdrachten van de "S.P.G.E.", met uitzondering van speciale contracten;

f) de vaststelling van de reële kostprijs (CVA) onder onderworpen aan de goedkeuring door de Waalse Regering;

g) de opvolging van de coördinatie van sectorale kwesties;

2° het afsluiten van het beheerscontract met de Waalse Regering;

3° contracten voor zuiverings- en ophaaldiensten afsluiten met erkende saneringsorganisaties;

4° het opvolgen en controleren van de uitvoering van de verbintenissen ten aanzien van het Waals Gewest voorzien in het beheerscontracten, binnen de grenzen van de financiële middelen van de "S.P.G.E.";

5° toezicht en controle op het operationeel beheer door het Directiecomité;

6° de verwerving van elke participatie als bedoeld in artikel D.332, § 4, evenals de benoeming van vertegenwoordigers van de S.P.G.E. bij vennootschappen, verenigingen en instellingen waarin zij een participatie bezit en de controle over deze vertegenwoordigers;

7° het bijeenroepen van de algemene vergadering en het vaststellen van de agenda;

8° het controleren en afwerken van de jaarrekeningen die ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de Algemene Vergadering;

9° het opstellen en meedelen van zijn beheersverslag overeenkomstig het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking;

10° aanneming en wijziging van het huishoudelijk reglement ;

11° het voorstellen aan de Algemene Vergadering van de aanneming of wijziging van de statuten of het huishoudelijk reglement van de Algemene Vergadering;

12° de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het directiecomité;

13° het afsluiten van contracten met de leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel D. 334ter, § 4;

14° de aanneming van algemene bepalingen inzake personeel;

15° overheidsopdrachten van strategische aard opstarten, gunnen, stopzetten of beëindigen, volgens de criteria en binnen de grenzen die hij bepaalt;

16° elke beslissing van strategische aard die het Directiecomité beslist aan hem voor te leggen of die de Raad van Bestuur van hem overneemt, met inbegrip van elke beslissing die een belangrijke impact zou kunnen hebben op de stabiliteit of de ontwikkeling van de S.P.G.E.;

17° handelingen die bij wet of decreet uitdrukkelijk zijn voorbehouden aan de raad van bestuur, onverminderd dit hoofdstuk.

Wat het eerste lid, 5°, betreft, kan de Raad van bestuur via zijn voorzitter het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de "S.P.G.E." of over een deel ervan.

§ 2. De raad van bestuur bestaat uit veertien leden die door de Regering voor een mandaat van vijf jaar worden benoemd en die als volgt wordt samengesteld

1° drie leden worden benoemd op voorstel van de "Société de financement des eaux";

2° elf leden worden benoemd op voordracht van de Waalse Regering, van wie er vier lid zijn van de Raad van Bestuur van de "S.W.D.E.". De elf leden worden benoemd rekening houdend met de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties die erkend zijn in het Waals Parlement, door toepassing van het mechanisme bepaald in artikelen 167 en 168 van de Kieswetboek.

Twee regeringscommissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

§ 3. Onverminderd wettelijke en decretale verplichtingen, evenals de statuten, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van het directiecomité;

2° de hoedanigheid van personeelslid of gepensioneerde van de "S.P.G.E.".

Indien de bestuurder gedurende de looptijd van zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in 1° en 2°, uit te oefenen, eindigt zijn mandaat van rechtswege.

§ 4. Onder de bestuurders die ze benoemt, wijst de Regering een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De statuten stellen de regels betreffende de respectievelijke bevoegdheden van de voorzitter en ondervoorzitter vast.

Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 5. De bestuurder die één van de vier leden van de raad van bestuur van de "S.W.D.E." is en dat niet langer deel uitmaakt van dit orgaan, wordt geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn en heeft niet langer zitting binnen de raad van bestuur van de "S.P.G.E.".

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.334^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.334^{ter}. § 1. Het Directiecomité is verantwoordelijk voor het operationeel beheer van de "S.P.G.E.", wat het dagelijks bestuur omvat in de zin van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, de voorbereiding en uitvoering van beslissingen van de Raad van Bestuur en alle handelingen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de "S.P.G.E." die niet bij wet of decreet zijn voorbehouden aan de Algemene Vergadering of de Raad van Bestuur.

§ 2. Behoudens in geval van belangenconflict die hen betreft, wonen de leden van het directiecomité de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Het directiecomité brengt regelmatig verslag uit aan de Raad van bestuur over de uitoefening van zijn operationeel beheer.

§ 3. Het directiecomité bestaat uit maximum drie leden, onder wie een voorzitter. Hij is ook voorzitter van het directiecomité van de "S.W.D.E."

De beraadslagingen van het directiecomité zijn collegiaal, onder voorbehoud van de delegaties die het aan zijn leden verleent.

§ 3. Het directiecomité kan de bevoegdheden die hem zijn toegewezen overdragen aan personeelsleden overeenkomstig de modaliteiten en de voorwaarden bepaald bij de statuten.

§ 4. De leden van het directiecomité worden aangesteld voor een periode van vijf jaar.

Als een lid van het directiecomité minder dan vijf jaar voor het bereiken van de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd wordt aangewezen, eindigt zijn ambtstermijn op de dag waarop hij de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd bereikt.

De Regering kan zijn aanwijzing verlengen tot na de wettelijke pensioenleeftijd, op basis van een verzoek van het lid van het directiecomité aan de raad van bestuur.

Zijn aanwijzing kan na de wettelijke pensioenleeftijd met maximaal een jaar worden verlengd. Bedoelde periode kan volgens dezelfde modaliteiten verlengd worden voor een eenmalige nieuwe periode van maximum één jaar.

De wederzijdse rechten, inclusief beloning, en verplichtingen van de leden van de Raad van Bestuur enerzijds en S.P.G.E. anderzijds worden geregeld in een contract tussen de betrokken partijen.

De leden van het Directiecomité die op het ogenblik van hun benoeming statutair verbonden zijn met een ander publiekrechtelijk lichaam dat afhangt van het Gewest, worden voor de duur van hun mandaat automatisch voor de duur van het mandaat met verlof gestuurd voor een opdracht van algemeen belang.

§ 5. De Regering wijst de leden van de raad van bestuur aan volgens de in de paragrafen 5 tot en met 7 bedoelde procedure.

De raad van bestuur van de S.P.G.E. legt ter goedkeuring voor aan de Regering:

1° de ambtbeschrijving;

2° een nota met een omschrijving van de algemene beheersopdrachten en de te bereiken collectieve en individuele doelstellingen, zowel op het vlak van beheer als van strategie;

3° de benoeming van de leden van de jury, die voor ten hoogste twee derden uit leden van hetzelfde geslacht bestaat en als volgt is samengesteld :

a) de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad van bestuur en de voorzitter van het bezoldigingscomité;

b) twee externe deskundigen gekozen buiten de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die vallen onder het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, met minstens tien jaar ervaring in verband met het vastgestelde functieprofiel en aangewezen door de Regering. Ten minste één van deze twee experts heeft tien jaar ervaring in management of human resources;

c) een lid van een Franstalige Belgische universiteit wiens vakgebied verband houdt met de vacante functie of met management- of personeelskwesties;

d) indien van toepassing, de Directeur-generaal of Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst waarvan de functionele bevoegdheden verband houden met de opdrachten van het orgaan, of zijn of haar vertegenwoordiger.

In het voorstel voor de jury dat door de Raad van Bestuur wordt geformuleerd, wordt bepaald wie van de onder b) of c) bedoelde juryleden de jury zal voorzitten.

§ 6. De Raad van Bestuur doet een oproep voor externe en interne kandidaten, waaronder ten minste :

1° de ambtbeschrijving;

2° de wijze en de uiterste datum van de indiening van de kandidaturen;

3° de voor de betrekking vereiste diploma's en ervaringen;

4° de modaliteiten voor de organisatie van de proeven en de gehanteerde selectiecriteria;

5° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten;

6° de dienst waar de nota, vermeld in paragraaf 5, tweede lid, 2°, en alle andere nuttige inlichtingen of documenten kunnen worden verkregen;

7° de voorgestelde bezoldiging voor de duur van het mandaat en de beëindigingsmodaliteiten.

§ 7. De jury organiseert selectieproeven die haar in staat stellen om aan de hand van de selectiecriteria, vermeld in paragraaf 6, 4°, de leidinggevende en organisatorische vaardigheden en de persoonlijkheid van de kandidaten vast te stellen.

Op basis van de resultaten van de selectieproeven stelt de selectiejury een schriftelijk verslag op waarin de vaardigheden van elke kandidaat worden beschreven en in twee categorieën worden ingedeeld:

1° een geschikte categorie;

2° een ongeschikte categorie;

De selectiejury stuurt dit rapport naar de Regering.

Op basis van het verslag van de jury wijst de Regering de leden van het directiecomité aan uit de kandidaten die door de jury geschikt worden geacht. Het stuurt de aanwijzing door naar de "S.P.G.E."

§ 8. De Raad van Bestuur van de "S.P.G.E." draagt zijn bezoldigingscomité op om het directiecomité en zijn leden voor te leggen aan :

1° een jaarlijkse evaluatie van de verwezenlijking van de doelstellingen van het voorgaande jaar;

2° een tussentijdse evaluatie, in beginsel dertig maanden na zijn benoeming, en een eindevaluatie, in beginsel zestig maanden na zijn benoeming, die beide betrekking hebben op de uitoefening van de in zijn functieomschrijving vermelde bevoegdheden, de realisatie van de in het beheerscontract opgenomen doelstellingen en de algemene beheersopdrachten en -doelstellingen die als directiecomité en als lid van het directiecomité moeten worden gerealiseerd, zowel op het vlak van beheer als op het vlak van strategie, opgenomen in de nota bedoeld in paragraaf 5, tweede lid, 2°.

Het bezoldigingscomité kan een beroep doen op externe deskundigen voor de tussentijdse evaluatie en op externe deskundigen voor de eindevaluatie. De externe deskundigen beschikken over de ervaring bedoeld in paragraaf 5, alinea 2, 3°, b).

Wanneer de Regering meent dat de situatie of de reputatie van de "S.P.G.E." dit vereist, kan zij op eigen initiatief een evaluatie van het lid of de leden van de raad van bestuur vragen. Deze evaluatie wordt uitgevoerd in overeenstemming met de paragrafen 8, 9 en 10. Hiervoor doet de raad van bestuur een beroep op externe personen die voldoen aan de voorwaarden waarnaar wordt verwezen in paragraaf 5, alinea 2, 3°, b). In geval van een negatieve evaluatie kan de Regering de benoeming van het lid of de leden van het directiecomité beëindigen, op advies van de raad van bestuur.

Over de tussentijdse en eindevaluaties wordt een gemotiveerd verslag opgesteld dat per aangetekende post met ontvangstbewijs naar het directiecomité wordt gestuurd. De evaluatie is positief of negatief.

In de statuten van de "S.P.G.E." staan de evaluatieprocedures en voorwaarden.

§ 9. Het directiecomité of een van zijn leden kan binnen tien dagen na ontvangst per aangetekende post beroep aantekenen bij de raad van bestuur tegen zijn negatieve tussentijdse of definitieve evaluatie. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal definitief.

In het geval van een beroep door het directiecomité of een van zijn leden, kunnen deze binnen tien dagen na de mededeling van hun beroep aan de Raad van Bestuur de gronden voorleggen waarop zij de evaluatie betwisten. Hij kan om een hoorzitting verzoeken, die de raad van bestuur op aanvraag toestaat.

Na bestudering van de gronden voor het beroep kan de raad van bestuur de evaluatie wijzigen. Als de evaluatie ondanks het beroep negatief blijft, worden het beroep en de redenen daarvoor opgenomen in het evaluatierapport.

De raad van bestuur stuurt zijn beslissing, het evaluatieverslag, met inbegrip van een eventueel beroep en de redenen daarvoor, naar de Regering en kan de beëindiging van de ambtstermijn van een of meer leden van het directiecomité voorstellen.

§ 10. De definitieve tussentijdse of eindevaluatieverslagen worden door de raad van bestuur naar de regering gestuurd.

In geval van een negatieve tussentijdse evaluatie kan de Regering de aanwijzing van het directiecomité of een van zijn leden vroegtijdig beëindigen. Indien nodig wordt een nieuwe procedure voor de aanwijzing van het directiecomité of een van zijn leden gestart.

In het geval van een negatieve eindevaluatie eindigt de aanwijzing van het directiecomitébenoeming van de raad van bestuur of een van zijn leden aan het einde van de vastgestelde termijn. Er is een nieuwe aanwijzingsprocedure gestart. Het directiecomité of een van zijn aftredende leden die een negatieve eindevaluatie heeft gekregen, mag niet deelnemen aan deze nieuwe procedure.

Het directiecomité of zijn leden die een positieve eindevaluatie krijgen, kunnen door de Regering worden herbenoemd voor een periode van vijf jaar zonder dat een nieuwe aanwijzingsprocedure nodig is.

Het directiecomité of zijn leden die een positieve eindevaluatie krijgen, kunnen door de Regering worden herbenoemd voor een periode van vijf jaar zonder dat een nieuwe aanwijzingsprocedure nodig is.

§ 11. Er wordt afgeweken van Hoofdstuk 1 van Titel 4 van Boek 7 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

In afwijking van de artikelen 7:141, § 1, en 7:172 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen is het directiecomité verantwoordelijk voor het uitgeven van afschriften en uittreksels van de notulen van de Algemene Vergadering.

In afwijking van de artikelen 7:28, 7:33, lid 1, 7:34, lid 2, en 7:74, leden 1 en 2, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen is het directiecomité verantwoordelijk voor het houden van registers van effecten en voor het verstrekken van uittreksels uit deze registers. ”.

Art. 8. In Deel III, Titel III, Hoofdstuk 1, Afdeling 1^e, Onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een onderverdeling ingevoegd met als opschrift “C. Coördinatiecomité van de watersector”.

Art. 9. In onderverdeling C, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.334^{quater} ingevoegd, luidend als volgt:
“Art. D.334^{quater}. § 1. Binnen de “S.P.G.E.” is een coördinatiecommissie voor de watersector opgericht.

§ 2. Het in lid 1 bedoelde coördinatiecomité bestaat uit door de raad van bestuur aangewezen leden, die ieder één stemrecht hebben. Deze leden zijn :

1° vertegenwoordigers van verdelers, met één vertegenwoordiger per 100.000 aansluitingen, met een maximum van drie vertegenwoordigers per verdeler;

2° één vertegenwoordiger voor elk van de erkende saneringsinstellingen;

3° een vertegenwoordiger van een verdeler die niet vertegenwoordigd is onder 1° of 2°.

De leden van het Directiecomité van de “S.P.G.E.” worden met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

Deskundigen kunnen ook worden uitgenodigd om met raadgevende stem deel te nemen aan de vergaderingen van het coördinatiecomité.

§ 3. De statuten van de “S.P.G.E.” of een krachtens de statuten vastgesteld huishoudelijk reglement bepalen de opdrachten en werkwijze van het in paragraaf 1 bedoelde comité, met inbegrip van de criteria en procedures voor het betrekken van deskundigen bij de werkzaamheden van het coördinatiecomité. ”.

Art. 10. In Deel III, Titel III, hoofdstuk 1, Afdeling 1^e, Onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een onderverdeling met de titel “D. Controle van de rekeningen” ingevoegd.

Art. 11. In onderverdeling D, ingevoegd bij artikel 10, wordt artikel D.334^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.334^{quinquies}. § 1. De controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid, ten aanzien van de wetgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene Vergadering.

Twee leden van het college van commissarissen worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Ze hebben de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Het derde lid wordt benoemd door de Regering uit de leden van de Rekenkamer op voorstel van deze laatste. Hij is voorzitter van het college.

De commissarissen worden benoemd voor drie jaar.

§ 2. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de commissarissen. ”.

Art. 12. Artikel D.335 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.335. De voorschriften, modaliteiten en doelstellingen volgens dewelke de “S.P.G.E.” de haar toevertrouwde openbare opdrachten vervult, liggen vast in het beheerscontract dat de “S.P.G.E.” voor vijf jaar met het Waalse Gewest gesloten heeft.

De samenwerkingsvoorwaarden tussen het Waalse Gewest en de “S.P.G.E.” in het kader van haar openbare dienstverleningsopdrachten zijn vastgelegd in het beheerscontract.

De protocollen die in dit kader met het Waalse Gewest zijn gesloten en de documenten waarin de opdrachten worden beschreven die door de Regering aan de “S.P.G.E.” zijn gedelegeerd, zijn bij het beheerscontract gevoegd. ”.

Art. 13. Artikel D.336 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel D.339 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “Maatschappij” vervangen door het woord “S.P.G.E.”.

Art. 15. In de Titel van Onderafdeling 6, wordt het “Maatschappij” vervangen door het woord “S.P.G.E.”.

Art. 16. In artikel D.344, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden tussen de woorden “de vorm aannemen van een intercommunale” en “en met name de volgende opdrachten als doel hebben :” de woorden “een contract hebben met de “S.P.G.E.” voor de zuivering en de opvang van water” ingevoegd

2° in 8° worden de woorden “het “Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie”, Afdeling Water ” vervangen door “het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 17. In artikel D.345 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

§ 1. De "S.P.G.E." vervult haar collectieve zuiveringsopdrachten die vermeld staan in het in artikel 335 bedoelde beheerscontract hetzij rechtstreeks, hetzij via een onderaannemer, aan de hand van een met de 1 saneringsinstellingen gesloten dienstencontract voor zuivering en opvang. De S.P.G.E. heeft een zakelijk recht op de faciliteiten die zij bouwt, renoveert of exploiteert op het gebied van collectieve sanering. ";

2° in paragraaf 2 wordt:

a) het derde lid wordt vervangen als volgt:

"Het dienstencontract voor zuivering en opvang omvat een kadercontract gesloten voor een termijn van twintig jaar en wordt gespecificeerd door uitvoeringscontracten met een looptijd van vijf jaar. . Als er tijdens deze periode van vijf jaar een nieuw beheerscontract wordt afgesloten, wordt het bestaande toepassingscontract vervangen door een nieuw toepassingscontract en houdt het van rechtswege op uitwerking te hebben uiterlijk zes maanden na de datum waarop het nieuwe beheerscontract van kracht wordt. Als er geen nieuw beheerscontract van kracht wordt wanneer het vorige afloopt, worden de huidige kader- en toepassingscontracten met zes maanden verlengd. Als er aan het einde van een eventueel verlengd beheerscontract nog geen nieuw beheerscontract van kracht is geworden, blijven het bestaande kadercontract en het toepassingscontract van toepassing totdat het nieuwe beheerscontract van kracht wordt. ";

b) in het vierde lid, wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° de delegaties, de verantwoordelijkheden en mandaten die toevertrouwd zijn aan de saneringsinstelling om namens en voor rekening van de "S.P.G.E." werken te beheren ; ";

c) in lid 4 worden de woorden "De aanvullende clausules vervangen door de woorden "De toepassingscontracten".

d) tussen de leden 4 en 5 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De lijst van werken bedoeld in paragraaf 4, 1° en 2°, wordt jaarlijks bijgewerkt door middel van aanvullende clausules. ";

e) in lid 5 worden de woorden "de aanvullende clausule" en "de volgende aanvullende clausule" respectievelijk vervangen door "het toepassingscontract" en "het volgend toepassingscontract".

3° de paragrafen 5 en 7 worden opgeheven.

HOOFDSTUK 2 — Wijzigingen betreffende de "S.W.D.E"

Art. 18. In artikel D.346 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "met beperkte aansprakelijkheid" opgeheven.

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel D.347, lid 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt het woord "vennoot" vervangen door het woord "aandeelhouder".

Art. 20. In artikel D.348 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden "met beperkte aansprakelijkheid door de instrumenterend ambtenaar" opgeheven.

2° in het tweede lid wordt het woord "vennoten" vervangen door het woord "aandeelhouders";

3° in paragraaf 3 worden de woorden "van de faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord." vervangen door de woorden "van boek XX van het Wetboek van economisch recht";

4° lid 4 wordt vervangen door wat volgt :

"Wat betreft de oprichting van de maatschappij en de aansprakelijkheid van de oprichters, wordt afgeweken van de artikelen 2:5, § 1 en 4, lid 1, 6:12, 6:13, 6:16 en 6:17 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. ";

5° in lid 5 worden de woorden "395, 398 en 399 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "6.8, 6.9, 6.10 et 6.110" van het Wetboek van vennootschappen en Verenigingen".

6° lid 6 wordt vervangen door wat volgt :

"Wat betreft de uitgifte van nieuwe aandelen, wordt afgeweken van de artikelen 6:108, § 1, lid 2, en 6:109 tot en met 6:112 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. ";

7° lid 7 wordt vervangen door wat volgt :

"Wat betreft de financiering van de verwerving van aandelen van de Maatschappij door derden, wordt afgeweken van artikel 6:118 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. ";

8° lid 8 wordt vervangen door wat volgt :

"Wat betreft de toetreding, de uittreding en de uitsluiting van de aandeelhouders, wordt afgeweken van de artikelen 6:105 à 6:108, 6:120 tot 6:122 en 6:123 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. ";

9° lid 9 wordt vervangen door wat volgt :

"Met betrekking tot aandeelhoudersverplichtingen, wordt afgeweken van de artikelen 6:15 et 6:40 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen";

10° zes leden, luidend als volgt, worden ingevoegd tussen de leden 9 en 10':

"Wat betreft de administratie, het beheer en de vertegenwoordiging van de Maatschappij, wordt afgeweken van de artikelen 6:58, 6:59, 6:61 et 6:67 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Artikel 2:56, lid 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is niet van toepassing op de aansprakelijkheid van bestuurders.

Met betrekking tot ontbinding en vereffening wordt, in aanvulling op wat is bepaald in artikel D.350, afgeweken van de artikelen 2:70 tot en met 2:108, 6:119 en 6:125 tot en met 6:128 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

In afwijking van de artikelen 6:63, 6:79 et 6:102 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen is het directiecomité bevoegd voor het uitgeven van afschriften en uittreksels van de notulen van de raad van bestuur en de algemene Vergadering.

In afwijking van de artikelen 6:24, lid 2, 6:27, leden 1°, 5 en 6, 6:28, lid 2, 6:50, leden 2 en 3, 6:108, § 2, lid 3, 6:120, § 2, en 6:123, § 4., van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen is het directiecomité bevoegd voor het houden van registers van effecten en voor het verstrekken van uittreksels uit deze registers.”;

11° in lid 10 wordt in de Franse versie het woord “tâches” vervangen door het woord “missions”;

Art. 21. In artikel D.349 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het woord “handelsvennootschappen” vervangen door het woord “coöperatieve vennootschappen”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De statuten en eventuele wijzigingen daarop worden vastgesteld door de algemene vergadering met een tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Er wordt terzake afgeweken van de artikelen 6, 85 en 86 van het Wetboek van vennootschappen.”;

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

De statuten van de Maatschappij en hun wijzigingen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.”.

Art. 22. In artikel 2 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “vennoot” en “vennoten” worden telkens vervangen door de woorden “aandeelhouder” en “aandeelhouders”;

2° het woord “maatschappij” wordt telkens vervangen door het woord “Maatschappij”;

Art. 23. In artikel 47 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 juli 2006, en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018 wordt het woord “maatschappij” telkens vervangen door het woord “Maatschappij”.

Art. 24. Artikel D.354 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° het woord “maatschappij” wordt telkens vervangen door het woord “Maatschappij”;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

De samenwerkingsvoorwaarden tussen het Waals Gewest en de Maatschappij in het kader van haar openbare dienstverleningsopdrachten zijn vastgelegd in het beheerscontract. De protocollen die in dit kader met het Waalse Gewest zijn gesloten en de documenten waarin de opdrachten worden beschreven die door de Regering aan de Maatschappij zijn gedelegeerd, zijn bij het beheerscontract gevoegd.”.

Art. 25. Artikel D.361, lid 1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° het woord “vennoten” wordt vervangen door het woord “aandeelhouders”.

2° het woord “maatschappij” wordt telkens vervangen door het woord “Maatschappij”;

Art. 26. Artikel D.363 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. D.363. § 1. De Maatschappij kan rechtstreekse of onrechtstreekse participaties nemen in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen, met inbegrip van dochtermaatschappijen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met haar eigen doel.

§ 2. De Raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen over elke participatie.

§ 3. Wanneer de Maatschappij beslist participaties als bedoeld in paragraaf 1 te nemen of af te staan, stelt zij de Minister-President van de Regering, de voogdijverantwoordelijke minister en de minister van Begroting daarvan per aangetekende brief met ontvangstbevestiging in kennis. De Regering beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van deze beslissing, om haar opmerkingen kenbaar te maken of zich daartegen te verzetten.

Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht te zijn goedgekeurd.

§ 4. Leden van het personeel onderworpen aan het statutair stelsel van de Maatschappij kunnen verlof krijgen om te werken voor bedrijven, verenigingen en instellingen waarin het bedrijf een participatie heeft. Het verlof voor dienststopdracht wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 5. Als de Maatschappij beslist om een vennootschap, vereniging of instelling waarin ze een participatie heeft genomen te betrekken bij de uitvoering van haar openbare opdrachten, moet de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de publieke aandeelhouders in deze Maatschappij cumulatief aan twee voorwaarden voldoen: meer dan 50% van het kapitaal bedragen en voldoen aan de definitie van participatie gekwalificeerd in artikel 2, 22°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het in voorgaand lid bedoelde rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de publieke aandeelhouder in dat kapitaal niet langer meer dan 50% bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50% wordt gebracht. Tijdens deze periode heeft de overdracht geen effect zolang niet is voldaan aan de deelnemingsvoorwaarde.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder “overheidsaandeelhouder” verstaan het Waals Gewest, de publiekrechtelijke rechtspersonen die onderworpen zijn aan zijn rechtstreekse of onrechtstreekse controle, alsook aan die van de Federale Staat, andere Gewesten of Belgische gemeenten.”.

Art. 27. In artikel D.364 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “vennoot” wordt telkenmale vervangen door het woord “aandeelhouder”;

2° de woorden “maatschappelijk aandelen” worden vervangen door het woord “aandelen”.

Art. 28. Het opschrift van de zesde Afdeling van Hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek dezelfde Code wordt vervangen door wat volgt: "Beheer en vertegenwoordiging".

Art. 29. In deel III, titel III, hoofdstuk II, afdeling 6, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een onderafdeling 1, getiteld "Algemeen", wordt ingevoegd; 2° onderafdeling 1 wordt vernummerd tot onderafdeling 1/1.

Art. 30. In Onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel D.364bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.364 bis. § 1. De Maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité.

§ 2. Onverminderd bijzondere volmachten wordt de Maatschappij voor alle handelingen jegens derden, met inbegrip van gerechtelijke procedures, rechtsgeldig vertegenwoordigd door :

1° de Voorzitter of, bij diens verhindering, de ondervoorzitter van de Raad van Bestuur;

2° twee gezamenlijk handelende bestuurders;

3° door een individueel handelend lid van het directiecomité. "

Art. 31. Artikel D.365 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.365. § 1. Onverminderd de handelingen die de wet, het decreet of de statuten voorbehouden aan de algemene vergadering, is de raad van bestuur bevoegd voor:

1° het bepalen van het algemene beleid en de strategie van de Maatschappij, met inbegrip van :

a) het identificeren en de opvolging van de strategische uitdagingen en bijbehorende risico's waarmee de Maatschappij wordt geconfronteerd;

b) de aanneming van de financieringsplannen en de jaarlijkse begrotingen;

c) het bepalen van het financiële beleid, het autoriseren van leningen en

d) het bepalen van het investeringsbeleid en het aannemen van investeringsprogramma's

e) het vaststellen van de tarieven voor diensten die worden geleverd in het kader van de openbare opdrachten van de Maatschappij, met uitzondering van bijzondere contracten;

f) de vaststelling van de reële kostprijs (CVA) onder onderworpen aan de goedkeuring door de Waalse Regering;

g) de opvolging van de coördinatie van sectorale kwesties;

2° het afsluiten van het beheerscontract met de Waalse Regering;

3° toezicht en controle op het operationeel beheer door het directiecomité;

4° de creatie van nieuwe aandelen, een verhoging van het eigen vermogen en de toelating van een nieuwe aandeelhouder;

5° de verzoeken tot ontslag of de voorgestelde uitsluiting van een aandeelhouder onderzoeken en hierover verslag uitbrengen aan de algemene vergadering. Hij stelt het bedrag van het terugtrekkingsaandeel vast;

6° de verwerving van elke participatie als bedoeld in artikel D.363, § 4, evenals de aanwijzing van vertegenwoordigers van de Maatschappij bij vennootschappen, verenigingen en instellingen waarin zij een participatie bezit en de controle over deze vertegenwoordigers;

7° het bijeenroepen van de algemene vergadering en het vaststellen van de agenda;

8° het jaarlijks voorleggen aan de algemene vergadering van een verslag over de toestand van de participaties bedoeld in artikel D.363;

9° de jaarrekening en het jaarverslag opstellen en meedelen overeenkomstig artikel D.380;

10° aanneming en wijziging van het huishoudelijk reglement ;

11° het voorstellen aan de algemene vergadering van de aanneming of wijziging van de statuten of het huishoudelijk reglement van de algemene vergadering;

12° de goedkeuring van de huishoudelijke reglementen van het directiecomité en de exploitatieraden;

13° het afsluiten van contracten met de leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel D. 37034ter, § 4;

14° de aanneming van algemene bepalingen inzake personeel;

15° overheidsopdrachten van strategische aard opstarten, gunnen, stopzetten of beëindigen, volgens de criteria en binnen de grenzen die hij bepaalt;

16° elke beslissing van strategische aard die het directiecomité beslist aan hem voor te leggen of die de raad van bestuur van hem overneemt, met inbegrip van elke beslissing die een belangrijke impact zou kunnen hebben op de stabiliteit of de ontwikkeling van de Maatschappij;

17° handelingen die bij wet of decreet uitdrukkelijk zijn voorbehouden aan de raad van bestuur, onverminderd dit hoofdstuk.

§ 2. Wat betreft paragraaf 1, kan de raad van bestuur of zijn voorzitter het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de maatschappij of over een deel ervan. "

Art. 32. Artikel D.366 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.366. § 1. Onverminderd de toepassing van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, bestaat de raad van bestuur uit veertien leden die voor vijf jaar door de Regering worden benoemd.

Vier van de bestuurders zijn lid van de raad van bestuur van de "S.P.G.E."

Twee regeringscommissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

§ 2. Onder de bestuurders die ze benoemt, wijst de Regering een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De statuten kunnen aanvullende regels vastleggen met betrekking tot de samenstelling van de raad van bestuur en de respectieve bevoegdheden van de voorzitter en de ondervoorzitter.

Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De bestuurder die deel uitmaakt van de vier leden van de raad van bestuur van de "S.P.G.E." en dat geen lid meer is van dit orgaan, wordt geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn en heeft niet langer zitting binnen de raad van bestuur van de Maatschappij.

§ 4. De raad van bestuur kan pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen, behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze statuten, in het Wetboek van vennootschappen of in dit Hoofdstuk."

Art. 33. In artikel D.367 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het Besluit van 17 juli 2018, worden in paragraaf 1 de woorden "andere beperkingen waarin voorzien wordt bij of krachtens een wet, een decreet of de statuten van de maatschappij" vervangen door "wettelijke en decretale verplichtingen, alsmede de statuten".

Art. 34. Artikel D.368132 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.368. Het Directiecomité bestaat uit maximum drie leden, onder wie een voorzitter. Laatstgenoemde is ook de voorzitter van het directiecomité van de "S.P.G.E."

Het Directiecomité is verantwoordelijk voor het operationeel beheer van de Maatschappij, met inbegrip van het dagelijks bestuur, de voorbereiding en uitvoering van beslissingen genomen door de raad van bestuur en alle handelingen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de Maatschappij en die niet bij wet of decreet zijn voorbehouden aan de algemene vergadering of de raad van bestuur.

De beraadslagingen van het directiecomité zijn collegiaal, onder voorbehoud van de delegaties die het aan zijn leden verleent.

§ 3. Het directiecomité kan de bevoegdheden die hem zijn toegewezen overdragen aan personeelsleden overeenkomstig de modaliteiten en de voorwaarden bepaald bij de statuten.

Behoudens in geval van belangenconflict die hen betreft, wonen de leden van het directiecomité de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Het directiecomité brengt regelmatig verslag uit aan de raad van bestuur over zijn operationeel beheer."

Art. 35. Artikel 132 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.369. § 1. De leden van het directiecomité worden aangesteld voor een periode van vijf jaar.

Als een lid van het directiecomité minder dan vijf jaar voor het bereiken van de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd wordt aangewezen, eindigt zijn ambtstermijn op de dag waarop hij de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd bereikt.

De Regering kan zijn aanwijzing verlengen tot na de wettelijke pensioenleeftijd, op basis van een verzoek van het lid van het directiecomité aan de raad van bestuur.

Zijn aanwijzing kan na de wettelijke pensioenleeftijd met maximaal een jaar worden verlengd. Bedoelde periode kan volgens dezelfde modaliteiten verlengd worden voor een eenmalige nieuwe periode van maximum één jaar.

§ 2. De Regering wijst de leden van de raad van bestuur aan volgens de in de paragrafen 2 tot en met 4 bedoelde procedure.

De raad van bestuur legt ter goedkeuring voor aan de Regering:

1° de ambtbeschrijving;

2° een nota met een omschrijving van de algemene beheersopdrachten en de te bereiken collectieve en individuele doelstellingen, zowel op het vlak van beheer als van strategie;

3° de *aanwijzing van de leden van de jury, die voor ten hoogste twee derden uit leden van hetzelfde geslacht bestaat en als volgt is samengesteld* :

a) de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad van bestuur en de voorzitter van het bezoldigingscomité;

b) twee externe deskundigen gekozen buiten de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die vallen onder het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, met minstens tien jaar ervaring in verband met het vastgestelde functieprofiel en aangewezen door de Regering. Ten minste één van deze twee experts heeft tien jaar ervaring in management of human resources;

c) een lid van een Franstalige Belgische universiteit wiens vakgebied verband houdt met de vacante functie of met management- of personeelskwesties;

d) indien van toepassing, de Directeur-generaal of Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst waarvan de functionele bevoegdheden verband houden met de opdrachten van het orgaan, of zijn of haar vertegenwoordiger.

In het voorstel voor de jury dat door de Raad van Bestuur wordt geformuleerd, wordt bepaald wie van de onder b) of c) bedoelde juryleden de jury zal voorzitten.

§ 3. De Raad van Bestuur doet een oproep voor externe en interne kandidaten, waaronder ten minste :

1° de ambtbeschrijving;

2° de wijze en de uiterste datum van de indiening van de kandidaturen;

3° de voor de betrekking vereiste diploma's en ervaringen;

4° de modaliteiten voor de organisatie van de proeven en de gehanteerde selectiecriteria;

5° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten;

6° de dienst waar de nota, vermeld in paragraaf 2, tweede lid, 2°, en alle andere nuttige inlichtingen of documenten kunnen worden verkregen;

7° de voorgestelde bezoldiging voor de duur van het mandaat en de beëindigingsmodaliteiten.

§ 4. De jury organiseert selectieproeven die haar in staat stellen om aan de hand van de selectiecriteria, vermeld in paragraaf 3, 4°, de leidinggevende en organisatorische vaardigheden en de persoonlijkheid van de kandidaten vast te stellen.

Op basis van de resultaten van de selectieproeven stelt de selectiejury een schriftelijk verslag op waarin de vaardigheden van elke kandidaat worden beschreven en in twee categorieën worden ingedeeld:

- a) de categorie geschikt;
- b) de categorie ongeschikte.

De selectiejury stuurt dit rapport naar de Regering.

Op basis van het verslag van de jury wijst de Regering de leden van het directiecomité aan uit de kandidaten die door de jury geschikt worden geacht. Het stuurt de aanwijzing door naar de "SWDE.

§ 5. De raad van bestuur draagt zijn bezoldigingscomité op om het directiecomité en zijn leden voor te leggen aan :

1° een jaarlijkse evaluatie van de verwezenlijking van de doelstellingen van het voorgaande jaar;

2° een tussentijdse evaluatie, in beginsel dertig maanden na zijn aanwijzing, en een eindevaluatie, in beginsel zestig maanden na zijn aanwijzing, die beide betrekking hebben op de uitoefening van de in zijn functieomschrijving vermelde bevoegdheden, de realisatie van de in het beheerscontract opgenomen doelstellingen en de algemene beheersopdrachten en -doelstellingen die als directiecomité en als lid van het directiecomité moeten worden gerealiseerd, zowel op het vlak van beheer als op het vlak van strategie, opgenomen in de nota bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, 2°.

Het bezoldigingscomité kan een beroep doen op externe deskundigen voor de tussentijdse evaluatie en op externe deskundigen voor de eindevaluatie. De externe deskundigen beschikken over de ervaring bedoeld in paragraaf 2, alinea 2, 3°, b).

Wanneer de Regering meent dat de situatie of de reputatie van de "S.P.G.E." dit vereist, kan zij op eigen initiatief een evaluatie van het lid of de leden van het directiecomité vragen. Deze evaluatie wordt uitgevoerd in overeenstemming met de paragrafen 5 tot en met 7. Bij deze gelegenheid wordt de raad van bestuur bijgestaan door externe personen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in lid 2, alinea 2, 3°, b. In geval van een negatieve evaluatie kan de Regering, op advies van de raad van bestuur, de aanwijzing van het lid of de leden van het directiecomité beëindigen.

Over de tussentijdse en eindevaluaties wordt een gemotiveerd verslag opgesteld dat per aangetekende post met ontvangstbewijs naar het directiecomité wordt gestuurd. De evaluatie is positief of negatief.

De statuten van het orgaan bepalen de evaluatieprocedures en voorwaarden.

§ 6. Het directiecomité of een van zijn leden kan binnen tien dagen na ontvangst per aangetekende post beroep aantekenen bij de raad van bestuur tegen zijn negatieve tussentijdse of definitieve evaluatie. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal definitief.

In het geval van een beroep door het directiecomité of een van zijn leden, kunnen deze binnen tien dagen na de mededeling van hun beroep aan de Raad van Bestuur de gronden voorleggen waarop zij de evaluatie betwisten. Hij kan om een hoorzitting verzoeken, die de raad van bestuur op aanvraag toestaat.

Na bestudering van de gronden voor het beroep kan de raad van bestuur de evaluatie wijzigen. Als de evaluatie ondanks het beroep negatief blijft, worden het beroep en de redenen daarvoor opgenomen in het evaluatierapport.

De raad van bestuur stuurt zijn beslissing, het evaluatieverslag, met inbegrip van een eventueel beroep en de redenen daarvoor, naar de Regering en kan de beëindiging van de ambtstermijn van een of meer leden van het directiecomité voorstellen.

§ 7. De definitieve tussentijdse of eindevaluatieverslagen worden door de raad van bestuur naar de regering gestuurd.

In geval van een negatieve tussentijdse evaluatie kan de Regering de aanwijzing van het directiecomité of een van zijn leden vroegtijdig beëindigen. Indien nodig wordt een nieuwe procedure voor de aanwijzing van het directiecomité of een van zijn leden gestart.

In het geval van een negatieve eindevaluatie eindigt de aanwijzing van het directiecomité of een van zijn leden aan het einde van de vastgestelde termijn. Er is een nieuwe aanwijzingsprocedure gestart. Het directiecomité of een van zijn aftredende leden die een negatieve eindevaluatie heeft gekregen, mag niet deelnemen aan deze nieuwe procedure.

Het directiecomité of zijn leden die een positieve eindevaluatie krijgen, kunnen door de Regering worden herbenoemd voor een periode van vijf jaar zonder dat een nieuwe aanwijzingsprocedure nodig is.

Het directiecomité of zijn leden die een positieve eindevaluatie krijgen, kunnen door de Regering worden herbenoemd voor een periode van vijf jaar zonder dat een nieuwe aanwijzingsprocedure nodig is. "

Art. 36. In artikel D.370, § 1, van het hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de zin "Om deze overeenkomst te sluiten, wordt de maatschappij vertegenwoordigd door de Raad van bestuur. " opgeheven.

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 37. In artikel D.371 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord "maatschappij" vervangen door het woord "Maatschappij";

2° in lid 3 wordt het woord "aangesloten" vervangen door het woord "aandeelhoudende";

3° in lid 5 wordt het woord "aangesloten" vervangen door het woord "aandeelhoudende".

Art. 38. In artikel D.372 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het woord "aangesloten" vervangen door de woorden "aandeelhoudende";

2° in paragraaf 2, lid 2, in de Franse versie, wordt het woord "Conseil" vervangen door het woord "conseil".

Art. 39. In artikel D.377 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het woord "maatschappij" vervangen door het woord "Maatschappij".

Art. 40. In artikel D.379, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 4 worden in de Franse versie de woorden "des commissaires" ingevoegd tussen de woorden "collège" en "aux" en worden de woorden "Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "Wetboek van vennootschappen en verenigingen";

2° in paragraaf 5 worden de woorden "onder de leden van het Rekenhof op voorstel van deze laatste. Hij zal het college voorzitten" worden ingevoegd na het woord "benoemd";

3° lid 6 wordt opgeheven.

Art. 41. In artikel D.380, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"Het resultaat wordt opgedeeld volgens de regels die vastliggen in de statuten. De uitkering van dividenden aan aandeelhouders is echter niet toegelaten. "

Art. 42. In deel III, titel III, Hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 9 vervangen als volgt: "Eigen kapitalen"

Art. 43. Artikel D.382 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.382. De Maatschappij kan aandelen van verschillende categorieën uitgeven.

De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Afgezien van de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeentelijke aandeelhouders samen altijd over de meerderheid van stemmen op de algemene vergadering.

De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De overige aandelen van een aandeelhouder mogen alleen aan een andere aandeelhouder worden afgestaan. "

Art. 44. Artikel D.383. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 45. Artikel D.383bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt het woord "S.W.D.E." vervangen door het woord "Maatschappij".

Art. 46. In artikel D.385 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt opgeheven.

2° in § 2 wordt het derde lid opgeheven.

Art. 47. Artikel D.388 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 48. Artikel D.389 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 49. § 2. In artikel D.391 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "S.W.D.E." vervangen door de woorden "Société wallonne des Distributions d'Eau".

HOOFDSTUK 3. — Slotbepaling

Art. 50. In artikel D.288 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt een 23° ingevoegd, luidend als volgt :

"23° de financieringen en de subsidies aan de "SWDE" om haar opdrachten van openbare dienst te vervullen. "

HOOFDSTUK 4. — Diverse wijzigingen

Art. 51. Artikel D.2, 33°, van hetzelfde Wetboek wordt na de woorden "voor het in die ondernemingen bewerkt of behandeld wordt behandeling in deze inrichtingen" aangevuld met de woorden ", tenzij de leverancier en het levensmiddelenbedrijf uitdrukkelijk instemmen met een levering van niet voor menselijke consumptie bestemd water".

Art. 52. In artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt punt 3°, 1), opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 53. Tot hun respectieve eerstvolgende volledige vernieuwing door de Regering blijven de raden van bestuur van de "S.P.G.E." en de "S.W.D.E." geldig samengesteld in overeenstemming met de regels vóór de inwerkingtreding van dit decreet

De Regering kan beslissen om de raden van bestuur van de "S.P.G.E." en de "S.W.D.E." tegelijkertijd te vernieuwen. Onverminderd de regels bepaald bij of krachtens de wet, het decreet of de statuten inzake ontslag, afzetting, onverenigbaarheden of andere redenen van het einde van het mandaat, wordt het mandaat van de bestuurders die zitting hebben in de raad van bestuur van de "S.P.G.E." of de "S.W.D.E." op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, van rechtswege, in voorkomend geval, ingekort of verlengd, om te eindigen bij de eerstvolgende algehele vernieuwing.

Art. 54. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 december 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement 1442 (2023-2024) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 december 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001639]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification et l'enregistrement des chats et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Bien-être des animaux, les articles D.15, § 1^{er}, D.43, alinéa 1^{er}, D.55 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 octobre 2017 relatif à l'identification, l'enregistrement et la stérilisation des chats ;

Vu l'avis du Conseil wallon du Bien-être des animaux, approuvé le 21 février 2022 ;

Vu le rapport du 14 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n^o CO-A-2023-278 cm de l'Autorité de protection des données, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis 74.634/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 2023 ;

Considérant l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions réglementaires relatives à l'identification et l'enregistrement des chats compte tenu des exigences du Règlement Général sur la Protection des Données ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter le cadre réglementaire à l'évolution des technologiques actuelles en matière d'identification numérique et qu'il est souhaitable d'harmoniser les procédures d'identification et d'enregistrement des chiens et des chats ;

Considérant les demandes formulées par les vétérinaires, les gestionnaires d'élevages et les refuges, principaux utilisateurs de Cat ID dans le cadre d'un sondage, le 17 février 2022 ;

Considérant les avis recueillis suite à la consultation des acteurs concernés, lancée du 14 juillet 2023 au 15 août 2023 comme notifié par le Gouvernement le 29 juin 2023 ;